ISSN 0024-7650

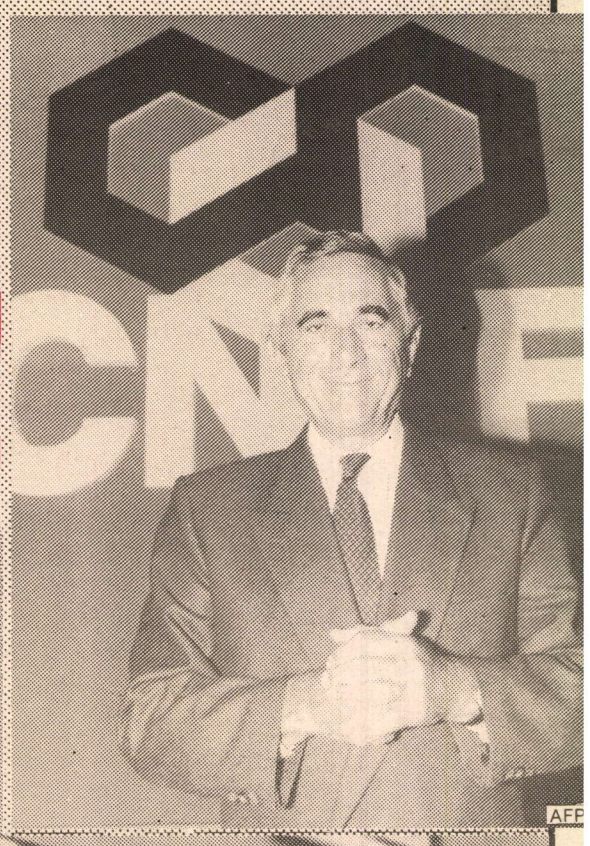
lutte ouvrière

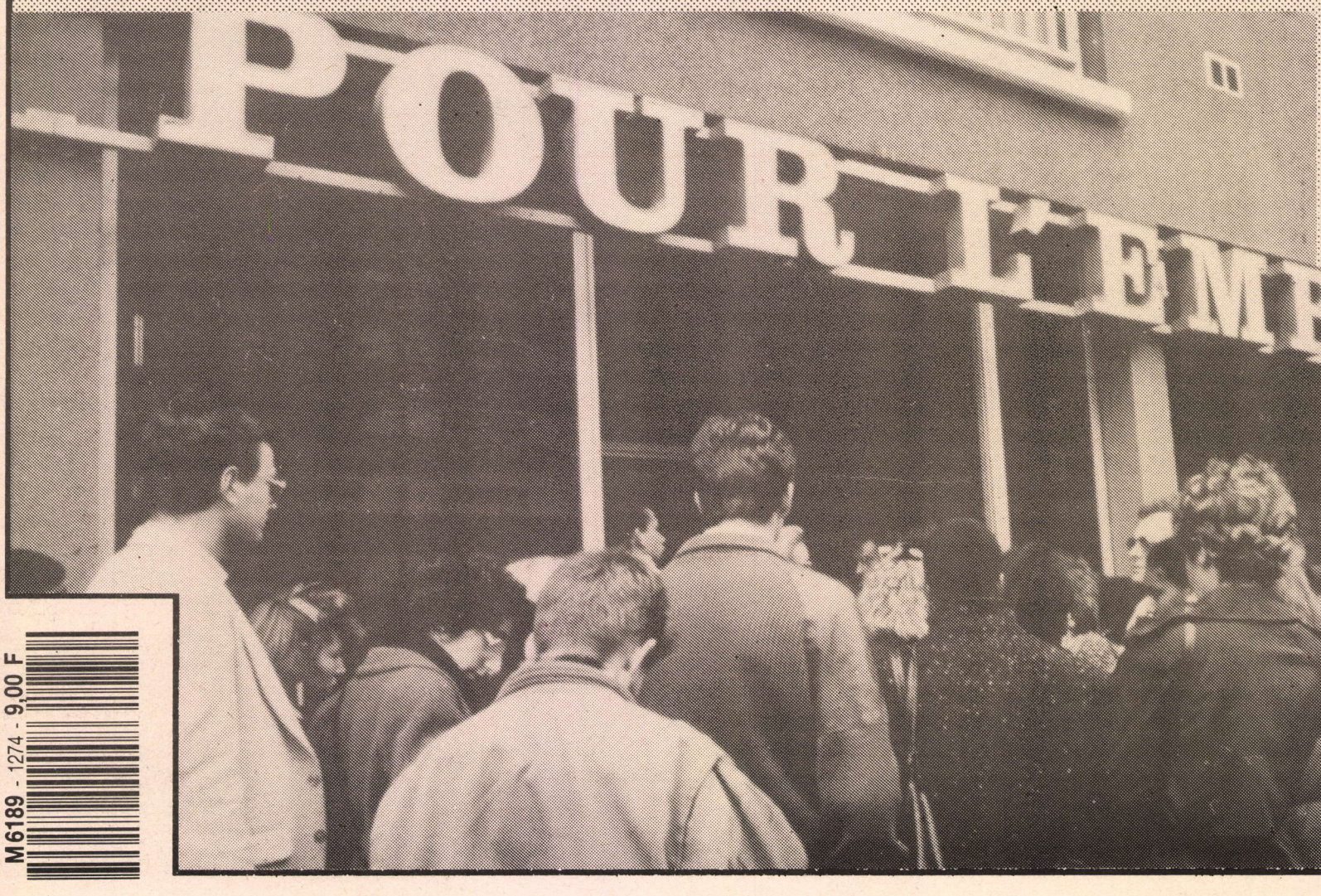
Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1274 - 4 décembre 1992 - prix : 9 F

AFP

3 MILLIONS DE CHÔMEURS

PATRONAT et GOUVERNEMENT PEUVENT ÊTRE FIERS DE LEURS RÉSULTATS !


AFP



GAMMA

M 6189 - 1274 - 9,00 F

3 MILLIONS DE CHÔMEURS

La barre des trois millions de chômeurs vient d'être dépassée dans la statistique officielle. C'est un triste record, mais ça n'est pas une surprise. Depuis des mois on l'annonçait, il était prévu, presque programmé. Car les plans de licenciements mis en œuvre aujourd'hui existent depuis des mois dans les cartons des grandes entreprises, des millions de francs sont prévus dans leur budget pour financer les plans sociaux. Chaque semaine, on annonce des plans dits de restructuration – cette semaine c'est Pechiney – avec leur lot de suppressions d'emplois, augmentant le nombre des hommes et des femmes que l'on prive d'emploi, donc de salaire.

Mais ces trois millions de chômeurs, ça n'est pas qu'un chiffre, aujourd'hui presque banalisé par tous les discours que l'on entend sur la crise, une crise dont on nous parle comme si elle relevait d'une fatalité dont personne ne serait responsable, et qui serait subie par tous, au même titre et de la même façon.

Le chômage c'est la misère, la gêne dans ces millions de foyers où il y a un ou plusieurs chômeurs. Mais c'est une situation qui pèse sur l'ensemble des travailleurs, sur tous les salariés, même sur ceux qui ont aujourd'hui la chance d'avoir du travail. Car les patrons, du secteur public aussi bien que du secteur privé, se servent du chômage comme d'une arme pour renforcer leur exploitation.

Un chiffre publié ces jours derniers vient illustrer cela. Selon l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE) "l'État a économisé 72 milliards de francs en 1992 du fait de la politique de rigueur entreprise il y a dix ans en matière de rémunération de ses 6 100 000 agents de ses trois fonctions publiques (État, hôpitaux, collectivités locales)". Constatons qu'on a fait moins de tapage sur ce chiffre, sur ce "trou" creusé dans le revenu des travailleurs que sur le prétendu "trou" de la Sécurité sociale. Et pourtant il mérite d'être connu.

Mais le rôle de l'État ne se borne pas à faire des économies sur les salariés qu'il emploie, il consiste aussi à donner l'exemple à l'ensemble du patronat en matière salariale. Et ce dernier n'a pas besoin de se faire répéter deux fois la leçon. C'est sans doute par dix, quinze, vingt fois voire plus qu'il faut multiplier ce chiffre de 72 milliards si on veut avoir une idée de ce que la crise et le chômage ont permis et permettent encore à l'ensemble du patronat de récupérer sur les salariés. Ce sont des centaines de milliards chaque année qui s'accumulent dans les bilans des entreprises, et qui servent d'aliment à la spéculation financière et boursière.

Trois millions de chômeurs recensés d'un côté, des centaines de milliards de profits supplémentaires en plus, ce sont deux volets complémentaires de cette crise qui n'est pas subie de la même façon par tout le monde. Le malheur des uns fait le bonheur des autres, mais le transfert ne s'est pas fait tout seul. Le gouvernement socialiste y a activement contribué. Et à ce titre il a grandement mérité du patronat et de la bourgeoisie.

A l'approche des élections les hommes de droite, le duo Pasqua-Séguin, Chirac, et même le mondain Giscard, prennent des accents plébéiens et populistes pour dénoncer le bilan social du gouvernement et pour évoquer la situation des petites gens. Comme si, au gouvernement, ils auraient mieux servi les salariés, et moins les patrons ! D'ailleurs un partie de cette droite a "cohabité" de 1986 à 1988, sans que quiconque ait pu constater le moindre infléchissement de la politique sociale en faveur des salariés. Si cela avait été, les travailleurs s'en souviendraient.

Si la barre des trois millions de chômeurs a été dépassée, ce n'est pas simplement parce que "l'économie va mal" ou que "les échanges s'amenuisent" et autres balivernes que l'on nous débite pour faire croire que personne n'y est pour rien. C'est parce que les profiteurs ont usé de tous les moyens pour profiter plus. Eux ont su mener la lutte pour accroître leur part.

Oui, les patrons ont continué à mener la lutte de classe contre les travailleurs. La seule façon d'inverser la situation, c'est que la classe ouvrière se défende, résiste, et mène elle aussi la lutte pour défendre ses intérêts de classe.

PATRONAT ET GOUVERNEMENT PEUVENT ÊTRE FIERS DE LEURS RÉSULTATS !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

ERRATUM

Dans l'éditorial de la semaine dernière, une erreur de transcription nous a fait écrire :"La colère paysanne qui s'est exprimée au moment du débat parlementaire concernant les négociations du GATT risque de connaître de nouveaux excès", alors que nous avions écrit "... risque de connaître de nouveaux accès". Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette regrettable erreur.

Stevens/Gamma

Dans une ANPE de Paris.

Trois millions de chômeurs

LICENCIEMENTS ET FINS DE CONTRATS MULTIPLIENT LES CHÔMEURS

■ Le chômage s'est encore aggravé en octobre. En "données brutes", il dépasse pour la première fois le cap des trois millions de chômeurs (3 009 111 chômeurs). Ou bien il le frise si l'on compte en "données corrigées" (2 941 900). Ces fines subtilités de statisticiens font une belle jambe aux chômeurs ! Car, en attendant, 10,4 % des actifs sont actuellement demandeurs d'emploi.

Ce fléau du capitalisme frappe aussi bien les moins de 25 ans dont le nombre s'est accru de 4,3 % rien que pour le mois d'octobre (soit 6,9 % pour l'année) que les adultes (11,1 % de plus en un an).

Alors Bérégovoy, avec sa promesse, cet été, de ne pas passer la barre des trois millions de chômeurs, a bonne mine. Et la droite ne manque évidemment pas de lui mettre ce chiffre dans les dents. En oubliant de rappeler, ce que tait également Bérégovoy, que les principaux responsables de cette situation sont évidemment les patrons qui pour améliorer leurs bénéfices depuis des années n'ont su que supprimer les emplois par vagues successives, remplaçant les contrats à durée indéterminée par le travail précaire.

Le résultat de cette politique, où le patronat et tous les gouvernements, de gauche comme de droite, se sont donné la main, le voilà ! Rien que pour le mois d'octobre, 453 000 personnes se sont inscrites à l'ANPE, soit 6 % de plus que pour le même mois en 1991.

Les vagues de licenciements multiplient les chômeurs...

Derrière ces chiffres accablants, il y a les vagues de licenciements qui n'ont cessé de redoubler tout au long de cette année. En dix mois, on compte déjà 436 000 licenciés et l'on envisage qu'il y en ait 600 000 au terme de l'année. Et certains pensent qu'il pourrait y en avoir 800 000 en 1993. La récente annonce par Péchiney de 1100 à 1500 suppressions d'emplois montre en tout cas que le grand patronat n'a pas l'intention de mollir, sur ce point du moins, tant qu'on ne lui mettra pas sérieusement des bâtons dans les roues.

Aux licenciements, il faut ajouter pour les dix premiers mois de l'année, la fin de plus de 186 000 contrats à durée déterminée (CDD). Quant aux premières entrées sur le marché du travail, elles ont accusé une chute de près de 35 % par rapport à l'an dernier. Et ce n'est certainement pas l'augmentation du nombre des stagiaires (+ 26,8 %) en un an qui peut masquer durablement la chute de 25 % des offres d'emplois durables.

Autre aspect particulièrement scandaleux : alors que le nombre des sans-emplois augmente inexorablement, celui des chômeurs de longue durée continue à baisser : - 6 % depuis 5 mois. Ce qui montre que la seule efficacité dont soit capable le gouvernement en matière de lutte contre le chômage, c'est d'avoir appris à faire sortir de ses fichiers un certain nombre de chômeurs qui désormais ne touchent plus la moindre indemnité.

...dont certains sombrent dans la pauvreté

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'INSEE constate désormais officiellement — les intéressés, et bien d'autres, n'avaient malheureusement pas eu besoin de ces constats pour l'avoir déjà mesuré concrètement — que le chômage frappe plus durement les ouvriers — 16 % des ménages ouvriers étaient concernés en 1989 — et plus longuement (dans 56 % des cas).

Du coup, les familles ouvrières sont plus menacées de sombrer dans la pauvreté tout simplement parce que les familles ouvrières touchées par le chômage partent généralement d'un niveau plus bas. En effet, elles consomment en moyenne 19 % de moins que l'ensemble des autres ménages.

Ainsi, tandis que le chômage entraîne une baisse d'un quart de la consommation en moyenne générale, dans une famille ouvrière, il divise par deux ses dépenses de consommation et la menace d'atteindre le "seuil de pauvreté".

Dans l'ensemble, la répartition des dépenses courantes dans une famille ouvrière comptant un chômeur reste à peu près identique que lorsqu'il n'y a pas de chômeur (24 % pour l'alimentation, 5,3 % pour l'habillement, 25 % pour l'énergie, 6 % pour l'équipement, 18,5 % pour les transport et 9,8 % pour la culture et les loisirs), mais les dépenses de loyers et de gaz et d'électricité deviennent insupportables car elles sont incompressibles… à moins de quitter son logement et de sombrer dans la misère.

Le gouvernement prétend lutter contre le chômage à coup de contrats emploi-solidarité (CES). Payés à mi-temps sur la base du SMIC, les CES peuvent certes dépanner certains patrons en mal de main-d'œuvre bon marché et de charges sociales allégées ou certaines administrations qui peuvent désormais se passer de travailleurs plus qualifiés. Ainsi des travailleurs en CES déchargent désormais des sacs de courrier dans des camions postaux ou remplacent dans les hôpitaux, brancardiers, agents hospitaliers ou ouvriers professionnels, voire exercent des tâches d'agents communaux (430 CES pour 580 agents communaux dans la ville de Maubeuge !).

Mais ce "dispositif" dont Madame Aubry, le ministre du Chômage, pardon du Travail, est si fière, ressemble fort à une machine de guerre contre les chômeurs. Ceux qui les acceptent ne touchent qu'un demi-SMIC, qui ressemble à un RMI, le travail en plus. Quant aux chômeurs qui les refusent, ils sont systématiquement rayés des listes de l'ANPE. On comprend qu'elle fasse mine quelquefois de se mettre en colère contre les patrons, car si ceux-ci ne multipliaient pas les chômeurs, elle aurait réduit le chômage depuis longtemps, en transformant les uns en demi-actifs surexploités et en expulsant les autres des statistiques. Vraiment, les patrons ne sont pas coopérants.

Jacques FONTENOY

Grand stade :

MELUN-SÉNART/NANTERRE UN/ZÉRO

AFP

Qui va gagner ? Dans l'immédiat les marchands de béton, pardi !

C'est donc Melun-Sénart qui l'a emporté sur Nanterre dans le match qui opposait les deux villes en concurrence pour la construction d'un grand stade de 80 000 personnes dans la perspective d'accueillir le "Mondial" de football en 1998...

Bérégovoy n'a certainement pas été mécontent de débouter les prétentions de son adversaire politique Charles Pasqua, qui trouvait qu'un peu plus de béton dans "ses" Hauts-de-Seine ne déparerait pas. Vexé, Pasqua a expliqué qu'il en coûtera un milliard aux contribuables de Seine-et-Marne. Comme si cela n'aurait rien coûté aux contribuables des Hauts-de-Seine. Quelle démagogie !

En attendant, pendant ces joutes politiciennes, les habitants de Melun-Sénart interviewés par *France Inter* étaient loin de faire éclater leur joie. Il faut dire que les perspectives d'impôts locaux supplémentaires, le remue-ménage que ne manquera pas d'occasionner le "Mondial" ou d'autres festivités sportives, n'ont rien pour soulever l'enthousiasme de gens qui semblent d'abord apprécier la tranquillité...

Mais ces réflexions d'habitants plutôt désabusés soulignaient le fait que tout cela s'est décidé dans le cercle très fermé des politiciens, des bétonneurs, pour qui cette opération représente un pactole de 1,4 milliard de francs, ainsi que des organisations sportives. Pour ceux qui, légitimement, se posent la question de l'utilité d'un tel projet, au-delà de 1998, car on peut penser qu'il y aura des problèmes de remplissage, voilà la réponse... Plus d'une centaine de milliers de "briques" pour les rois du béton.

Petits et moyens agriculteurs ensemble POUR UNE GUERRE COMMERCIALE QUI NE RAPPORTERA QU'AUX GROS

80 000 paysans, selon le chiffre des organisateurs du rassemblement, ont manifesté mardi 1er décembre à Strasbourg, pour protester contre les négociations du GATT sur les réductions des aides et des protections de la production agricole européenne.

Après avoir brûlé en grande pompe quelques bannières étoilées et un mannequin de vieille femme représentant l'Amérique, les manifestants étaient invités à des discours fleuves dans le grand stade de Strasbourg : c'était à l'Amérique que les dirigeants de la FNSEA faisaient la guerre bien plus qu'au gouvernement français.

Non seulement des agriculteurs d'autres pays d'Europe, mais aussi quelques représentants de l'agriculture coréenne ou japonaise, en bisbille avec les producteurs de riz américains qui voudraient pouvoir s'ouvrir librement les marchés d'Asie, étaient venus là comme pour rappeler que guerre commerciale et protectionnisme sont des mots d'ordre planétaires. "L'internationalisme paysan" de cette manifestation de Strasbourg n'était rien d'autre que le souci de chacun, dans le cadre des marchandages commerciaux mondiaux, de conserver ses protections nationales. Le seul point commun des manifestants venus de divers pays était le souci de fermer leurs frontières, tout au moins leurs frontières agricoles, au premier exportateur mondial de céréales qu'est l'Amérique.

De la part de la grande masse des agriculteurs français venus manifester à Strasbourg, ce nouveau coup de colère reflète probablement un mécontentement et une inquiétude pour leur avenir qui dépasse le seul problème des négociations actuelles du GATT. Car cette guerre commerciale entre agricultures européenne et américaine n'est qu'un épisode dans l'évolution du marché agricole qui fait qu'une grande partie des agriculteurs français, les petits ou même moyens exploitants agricoles, sont menacés de devoir fermer boutique et mettre leurs champs en jachère, menacés de disparaître au profit des plus gros, Français aussi bien qu'Américains. Ce ne sont que les effets des lois du marché capitaliste.

Du côté des dirigeants paysans, et en premier lieu de ceux de la FNSEA, il s'agissait certes en partie de continuer à faire pression sur le gouvernement pour le pousser à être plus ferme dans ses marchandages avec les Etats-Unis. Mais il s'agissait tout autant, si ce n'est plus, d'appuyer ce gouvernement face aux autres gouvernements européens, pour obtenir un refus par la CEE de l'accord négocié le mois dernier entre les représentants de la Communauté européenne et les USA. D'où l'invitation qu'ils avaient lancée aux agriculteurs des autres pays d'Europe à se joindre à la manifestation.

Car, dans ces négociations du GATT où se marchandent secteur par secteur, voire produit par produit, les diverses règles du commerce international (droits de douanes ou subventions à l'exportation, libre-échange ou quotas d'importations...) aussi bien dans le domaine industriel que dans le domaine agricole, et où les concessions obtenues dans un domaine se payent de concessions à faire dans un autre, les intérêts des divers pays d'Europe ne sont pas les mêmes.

La querelle autour de l'accord du GATT n'est pas seulement franco-américaine, elle est aussi inter-européenne. Ainsi, l'Allemagne bien plus industrialisée et bien moins agricole que la France a surtout intérêt à voir les négociations du GATT aboutir à un accord dont elle espère plus de facilités pour ses exportations, quitte à faire aux USA quelques concessions sur le marché agricole. Même si cela vaut à Kohl une certaine hostilité de ses agriculteurs. La Grande-Bretagne est encore plus hostile que l'Allemagne à faire des concessions aux agriculteurs français, le gouvernement italien, plus susceptible de s'y rallier. Tout dépend de ce que l'on achète et de ce que l'on vend évidemment.

Entrepreneurs à leur compte, les agriculteurs ne voient leurs problèmes qu'au travers de leurs intérêts de petits, moyens ou grands patrons, en termes de concurrence sur le marché, de protectionnisme d'un côté, de subventions à l'exportation de l'autre. Comme raisonne d'ailleurs tout le monde des politiciens français, Parti Communiste inclus. Mais le danger, pour les agriculteurs français petits et moyens qui font le gros des troupes des manifestations paysannes, et dont un grand nombre craignent de se voir contraints de mettre à terme les clés sous la porte, vient-il vraiment de Washington, ou de Maastricht ? La solution est-elle dans une plus ou moins grande fermeture des frontières ? Et de quelles frontières, de celles de l'Hexagone ou de celles de la CEE ? D'autant que tous rêvent d'exportations autant que de protections.

Un agriculteur français brûlant un drapeau... britannique

Dans ce monde agricole où chacun se sent patron, qui va des petits artisans de l'agriculture endettés jusqu'au cou aux grands capitalistes de la terre, en passant par toute la gradation des patrons de PME, et que FNSEA et CNJA prétendent représenter tous, tous ne sont pas logés à la même enseigne. Ce sont certes les plus petits qui sont les plus directement menacés par des réductions de subventions ou par des quotas de production. Mais ils sont menacés en réalité tout autant par la concurrence des plus grands producteurs européens ou même français que par la concurrence américaine. Et une fois de plus s'ils en obtiennent des concessions, ce ne seront pas eux, mais les plus gros agriculteurs qui toucheront la plus grande part des aides et subventions nouvelles qui leur seront peut-être accordées.

Poussé par ses agriculteurs, et surtout par la concurrence politicienne entre droite et gauche, le gouvernement français a menacé d'opposer son veto à la signature de l'accord agricole entre la CEE et les USA. Mais il est en réalité partagé entre le désir de satisfaire les agriculteurs, ou plus exactement de servir au mieux les intérêts des plus gros d'entre eux, des véritables capitalistes de l'agriculture, et celui de ne pas rompre les négociations du GATT pour quelques bidons d'huile ou bouteilles de vin, afin d'obtenir des arrangements commerciaux dans les autres domaines. Le gouvernement américain, qui est évidemment maître du jeu, vient d'ailleurs d'ouvrir dans ces négociations commerciales un second front en annonçant, lundi 30 novembre, une augmentation des droits de douane sur les aciers plats importés par les Etats-Unis. Et ce sera du donnant-donnant.

Si bien qu'à peine brandie par Bérégovoy, la menace de veto était mise en sourdine par Mitterrand qui déclarait qu'il ne s'agira de se prononcer *"qu'au vu d'un accord global"* : il s'agit de ménager les intérêts des autres secteurs non-agricoles dans les négociations avec les USA, quitte à tenter d'obtenir ensuite des autres pays de la Communauté des compensations pour les agriculteurs français en échange des concessions faites par la CEE aux USA.

Tout patrons d'exploitations qu'ils sont, petits et moyens agriculteurs ne comptent pas beaucoup plus aux yeux des capitalistes de l'agriculture, comme à ceux des trusts agro-alimentaires que ne comptent les ouvriers aux yeux des patrons d'industrie et des banquiers. Tout au plus comptent-ils, électoralement parlant. Une raison de plus pour Mitterrand de repousser le problème à l'étude "d'un accord global", c'est-à-dire à plus tard. Si possible après les élections législatives.

Olivier BELIN

Les débats du PCF

EN POINT DE MIRE LES ÉLECTIONS... DONC LES MARCHANDAGES

La direction du PCF a donc entrepris d'engager des débats un peu partout dans le pays. Initiative qui n'est pas inédite puisque, déjà l'an passé, de telles réunions-débats avaient eu lieu, ressemblant à celles de cette année, à la fois par leur contenu et par le public qu'elles réunissent : militants ou sympathisants proches du parti, ainsi que quelques militants des organisations d'extrême-gauche.

Les discussions, elles aussi, tournent en gros autour des mêmes questions, et pour cause : la situation politique et sociale, en France, n'a guère évolué ces derniers mois, pas plus que les préoccupations du PCF. A cette seule différence que l'an passé, il s'agissait pour le PCF de préparer les élections régionales et cantonales, et que cette fois ce sont les élections législatives qui se profilent à l'horizon.

La question des alliances électorales...

Cette préoccupation électorale débouche immédiatement sur celle des alliances rendues nécessaires par le scrutin uninominal à deux tours. Les interventions des dirigeants et des notables du PCF, ainsi d'ailleurs que celles d'une bonne partie des militants présents dans ces réunions, portent beaucoup sur cette question, même quand ils se défendent d'avoir des préoccupations électoralistes. *"Comment passer outre la nécessité d'un accord, n'est-ce pas laisser le champ à la droite, abandonner en quelque sorte le terrain politique à nos adversaires"*, répondent-ils aux objections, venues souvent de représentants de l'extrême-gauche, mais aussi de membres du PCF qui n'acceptent plus le choix, à moitié avoué, de vouloir rééditer l'expérience de l'Union de la gauche?

En fait les responsables du PCF mélangent deux choses dans leur argumentation : l'utilité pour les travailleurs et plus généralement pour les électeurs et électrices qui se situent réellement à gauche de se compter le plus nombreux possible au travers de ces élections, afin de mesurer leur force, de se redonner confiance. Une telle préoccupation est légitime. Par contre l'idée qu'en faisant élire quelques députés de plus grâce à des marchandages cela renforcerait la position des travailleurs et de la population laborieuse n'est pas juste. L'expérience encore fraîche de l'"Union de la gauche" l'a montré. Il est faux de prétendre que ce marchandage électoral ne serait qu' un moindre mal, une sorte de donnant-donnant. Si cela peut être parfois un prêté pour un rendu pour des notables du PCF, par contre pour les travailleurs et les classes populaires, c'est à tout coup un marché de dupes.

...et celle de la censure

Autre question qui revient fréquemment dans les débats : pourquoi les députés du PCF ne votent-ils jamais la censure à ce gouvernement dont ils disent qu'il fait la politique de la droite ? Les responsables du PCF répondent qu'ils ne veulent pas mêler leurs voix à celles de la droite, et du coup provoquer une crise politique, dont bénéficierait cette même droite.

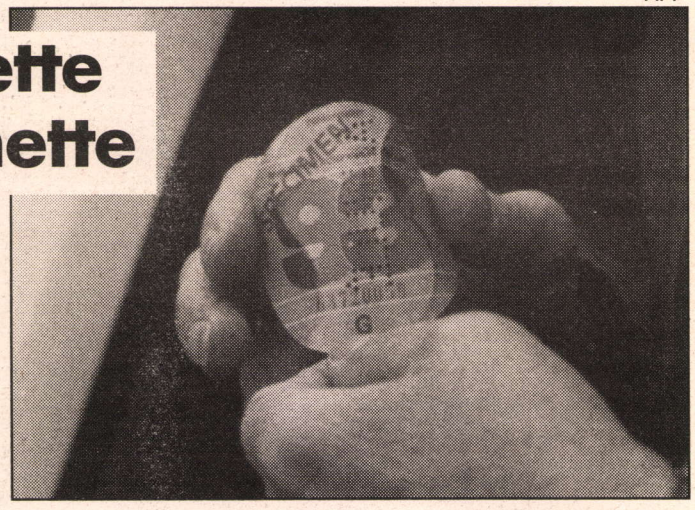
Mais la question ne se pose pas en ces termes. Il ne s'agit pas simplement d'un problème d'arithmétique parlementaire et politicienne. Bien sûr qu'une crise politique ne favoriserait pas automatiquement les travailleurs, encore moins dans le contexte politique actuel, mais est-ce une bonne raison pour que le PCF se comporte en garant, en supplétif de la majorité actuelle en lieu et place du PS ? N'est-ce pas à ce dernier d'assumer ses responsabilités et de se trouver les moyens de survie politique ? On peut lui faire confiance, il a un sens certain de la manœuvre et de la combinaison politicienne; et de toute façon qu'il se maintienne ou pas au pouvoir, en quoi cela constitue-t-il un avantage pour les travailleurs ?

Il est vrai que voter la censure ne changerait rien dans un sens favorable au travailleurs. Ne pas la voter non plus. Mais au moins cela serait un geste politique clair, un moyen de signifier sans ambiguïté que l'on se refuse de cautionner la politique de droite, passée, présente et peut-être future des dirigeants socialistes. Cela ne serait peut-être pas payant sur le plan électoral - pas moins que le reste, au bout du compte- mais ce geste politique contribuerait à redonner confiance à ceux des militants du PCF et à ceux des militants ouvriers pour qui les idées et le combat révolutionnaires contre la société capitaliste ne sont pas dépassés.

Ce n'est pas le but recherché par les dirigeants du PCF, qu'ils soient de sensibilité " refondatrice" ou "orthodoxe". Les débats qu'ils organisent actuellement constituent l'ouverture de leur campagne électorale. Mais si c'est, du même coup, une occasion même modeste de discuter entre des militants qui s'interrogent sur les moyens de redonner corps au combat pour l'idéal communiste, ils auront eu leur utilité.

Jean-Pierre VIAL

AFP



Une vignette pas très nette

Depuis plus de trente ans, la vignette automobile revient avec les feuilles mortes.

Les vieux, dont le gouvernement de l'époque disait qu'on améliorerait le sort avec l'argent de la vignette, attendent toujours.

Quand on entend aujourd'hui des hommes politiques proclamer que les retraites sont la question-clé de cette fin de siècle... on se dit que cet air-là, on nous l'a déjà sorti. Attention à nos poches !

Les enfoirés !

Les Restos du Cœur vont rouvrir et leurs responsables tirent le signal d'alarme : cette année il faudra plus de dons, plus de volontaires, plus de locaux.

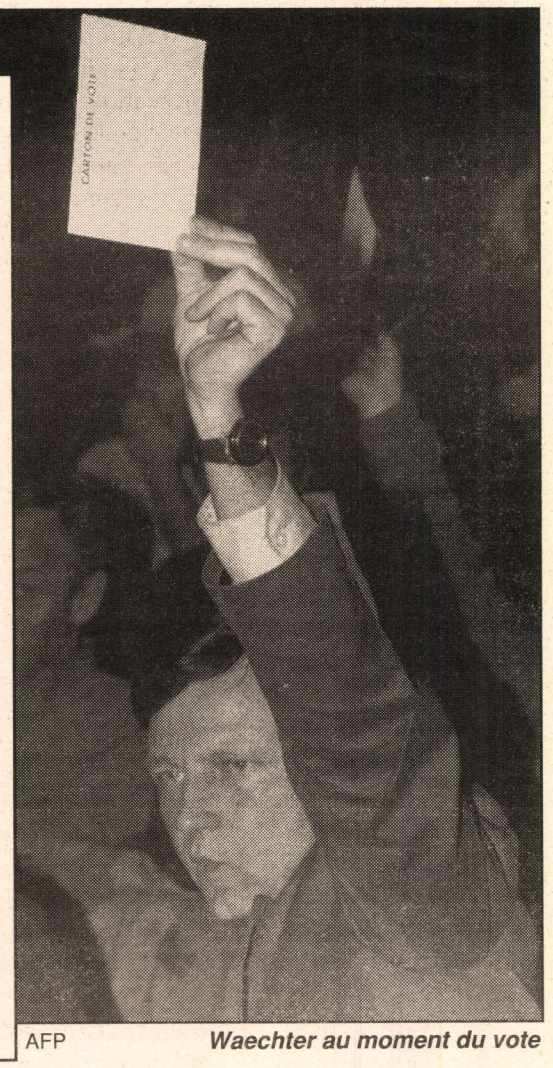
Comment s'en étonner ! La fréquentation des Restos du Cœur progresse, parce que les entreprises dégraissent pour qu'engraissent toujours plus les profits.

Le vert est dans le fruit

Le dernier Conseil national des Verts a vu éclater la guerre entre deux leaders, Waechter et Voynet. Un peu comme entre Chirac et Giscard, ou Rocard et Delors.

Après les peaux de banane entre Lalonde et Waechter, maintenant c'est dans le mouvement de ce dernier qu'éclatent d'obscures bagarres. Car de bonnes places, il va y en avoir à prendre, après les législatives de mars. Et l'odeur du fromage électoral ouvre bien des appétits.

Même chez des gens dont la nature... politicienne se cache de plus en plus mal derrière toutes ces salades, même vertes.



AFP *Waechter au moment du vote*

9 milliards de crédits d'impôts fictifs partagés entre des centaines d'entreprises

LE GOUVERNEMENT TENTE D'EN REPRENDRE UN PEU MAIS LES PATRONS CRIENT : "DONNÉ, C'EST DONNÉ !"

Le gouvernement vient de lancer un important redressement fiscal contre des centaines d'entreprises petites et grandes. Entre 1986 et 1989, celles-ci avaient bénéficié d'un dispositif parfaitement légal leur permettant de bénéficier de crédits d'impôts. Le fisc qui n'a qu'assez mollement mené ses investigations espère ainsi récupérer trois milliards de francs des huit ou neuf milliards de ce pactole, mais rien ne dit qu'il y parvienne...

Certaines obligations d'Etat sont agrémentées d'un crédit d'impôts censé les rendre plus attirantes aux yeux de l'épargnant ou de l'investisseur qui en fait l'acquisition. Les possesseurs de ces obligations peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt. Or, certains investisseurs comme les caisses de retraites, par exemple, ne paient pas d'impôts. Par contre elles sont de grosses acheteuses de ce genre d'obligations. Elles ont trouvé un truc : vendre ces crédits d'impôts à des entreprises.

Un coup de "turbo" à la finance...

Les fonds communs de placement, qui réunissent des capitaux pour intervenir sur la Bourse et retourner des dividendes à ceux qui leur ont avancé des capitaux, disposent également de ces crédits d'impôts. Ils calculent leur crédit d'impôts à un moment donné et peuvent le revendre plusieurs mois plus tard. Théoriquement il faudrait recalculer ce crédit d'impôts sur la base de la valeur du fonds au moment de la vente mais la direction générale des Impôts a décidé en 1985 d'autoriser la revente sans obligation de refaire le calcul. Les crédits d'impôts fictifs (CIF) étaient nés.

Il suffisait en effet aux entreprises intéressées de gonfler en quelques jours le fonds commun pour récupérer des crédits d'impôts qui allaient leur permettre de disposer d'une masse d'argent supplémentaire à investir sur le marché financier. Ce sont 9 milliards de francs qui sont ainsi nés de rien, dont la moitié est allée dans les caisses des banques de marché, d'autant plus heureuses de pouvoir bénéficier de ces CIF qu'elles subissaient la tornade financière du krach d'octobre 1987.

Ces fonds au surnom évocateur, les "fonds turbos", ont attiré des centaines d'entreprises : des banques de marché comme Duménil-Leblé, BMA (filiale du Crédit du Nord et d'Axa), BIGT et SDBO (deux filiales du Crédit Lyonnais), des établissements financiers (Demachy, Stern, La Marseillaise de Crédit), des courtiers en Bourse (GPK, Tuffier-Ravier et Girardet), des intermédiaires (Masséna Gestion, La Financière La Défense ou Vocation Finance), etc. Une liste d'autant plus incomplète que le ministère des Finances a délibérément limité ses investigations à 71 des... 400 "fonds turbos" !

... dont les grandes entreprises ont profité

Le mécanisme de cette opération parfaitement légale a été suspendu en 1989. Le gouvernement aurait pu en rester là mais ses besoins d'argent l'ont décidé à poursuivre au nom d'un "abus de droit". Depuis 1990, il a entamé ses redressements contre 300 sociétés, et pas des moindres : Air France, Aéroport de Paris, Crédit Agricole, Peugeot, Kodak, le groupe Worms, Darty et quelques autres, soit un redressement envisagé de 3 milliards, ce qui représente l'équivalent de la moitié de l'impôt sur la fortune.

Une petite quarantaine d'entreprises ont pour le moment accepté de payer d'autant plus facilement que le gouvernement, proposant une transaction à l'amiable, a réduit le taux de leur pénalité, passé de 80 à 20%. Mais les autres, parmi celles qui ont certainement pu se payer les tranches les plus juteuses de ces CIF fiscaux, ne l'entendent pas de cette oreille ; ils ne voient pas pourquoi Bérégovoy, Premier ministre, leur reprendrait d'une main ce que Bérégovoy, ministre des Finances, leur avait accordé de l'autre. Ils font donc de la résistance à grand renfort d'avocats d'affaires et de recours devant les tribunaux administratifs. Et dans un domaine où gagner du temps, c'est encore gagner de l'argent, ils ne risquent pas d'être perdants.

J. F.

Alain Buu / Gamma

Bâtiment

LES PATRONS RÉCLAMENT DE NOUVEAUX CADEAUX DE L'ÉTAT

La très patronale Fédération Nationale du Bâtiment appelait à une journée de protestation le 27 novembre dernier avec envoi de papillons de protestations au percepteur et défilé sur un parcours beaucoup plus chic que les "Bastille-République" ou "Nation-République" du mouvement ouvrier, puisqu'il s'agissait de la Porte Majllot à la Défense, via Neuilly...

Entreprises du BTP, promoteurs et agents immobiliers entendaient ainsi faire pression sur le gouvernement pour que celui-ci leur lâche quelques mesures fiscales qui pourraient permettre à un secteur qui se dit "sinistré" de se relancer. Pour attendrir un gouvernement "de gauche", tous ces patrons n'hésitent pas à faire du chantage à l'emploi. Eux qui ont déjà supprimé 30 000 emplois en 1992, ils parlent d'en supprimer 50 000 en 1993.

Il est vrai que mille et une astuces fiscales et autres prêts bonifiés stimulent depuis toujours l'industrie du bâtiment. Comment les constructeurs de maisons individuelles auraient-ils fait leur beurre sans les prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) ? Des PAP d'autant plus bénis par les promoteurs qu'ils ont longtemps assuré jusqu'à 90 % du financement de ces constructions. Mais ces PAP sont aujourd'hui raréfiés. Et quelques promoteurs spécialisés ont mis la clé sous la porte.

Ce n'est pas la première fois qu'au moment où ils tendent la sébile, les promoteurs glissent :"Un logement neuf, ça crée un emploi et demi". Voilà qui relève de la fumisterie pure et simple. Entre 1985 et 1990, l'indice de la production du bâtiment (base 100 en 1980) est passé de 90 à 115, grâce notamment à des grands chantiers, d'Albertville à Disneyland en passant par Eurotunnel, ainsi que de nombreux travaux de rénovations dans les logements en copropriété.

Pourtant, dans ces années de vaches plutôt grasses, ce qui s'est multiplié c'est, comme partout, l'emploi précaire. Car les patrons du bâtiment, comme les autres, ont plutôt anticipé d'éventuelles années difficiles. Par exemple, en 1990, la profession, avec 61 500 intérimaires, créait quatre fois plus d'emplois précaires que les embauches en fixe qui n'étaient que d'environ 14 000.

Alors, que les patrons essayent d'obtenir quelques cadeaux de la part du gouvernement, c'est dans l'ordre des choses ; mais lorsqu'ils prétendent qu'ils s'en serviront pour créer des emplois… à d'autres !

Jacques FONTENOY

Nouvelle aide "humanitaire" à la Somalie :

40 000 SOLDATS...

Déchargement de nourriture sur la côte somalienne.

A. Duclos / Gamma

■ 30 à 40 000 soldats américains, plus quelques milliers d'autres dont sans doute quelques français, s'apprêteraient à débarquer en Somalie. Pour permettre, paraît-il, aux secours humanitaires d'arriver enfin jusqu'à la population qui meurt de faim.

Tout le monde a vu, en effet, à la télé, les images de ces gosses qui n'ont plus que la peau sur les os, et qui meurent sous les yeux de leurs mères dont on devine qu'elles ne tarderont pas à les suivre. En quelques mois il y aurait eu 300 000 morts de famine.

Alors, bien sûr, quand on sait que 80% de l'aide humanitaire envoyée là-bas serait volée par les bandes armées qui se disputent le pays, on peut être tenté d'applaudir une intervention qui mettrait enfin un terme à ces exactions.

Mais comment croire que les Etats-Unis et les autres ont pour but de secourir la population somalienne ?

Certes, il y a au large de Mogadiscio, la capitale et le grand port de Somalie, trois ou quatre bateaux qui ne peuvent décharger les vivres et les médicaments qu'ils apportent, par crainte de les voir immédiatement pillés.

Mais d'abord, c'est vingt ou cinquante fois plus de bateaux qu'il faudrait pour faire face maintenant à la catastrophe qui s'est abattue sur le pays.

Et puis ces gouvernements qui s'apprêtent à envoyer des soldats, n'ont fait aucun effort pour envoyer vivres et médicaments nécessaires. L'aide bloquée au port aujourd'hui ne provient pas d'eux, mais des organisations humanitaires ou, comme en France, des écoliers et des jeunes à qui le gouvernement n'a pas eu honte de faire appel pour récolter un peu de riz.

Pourtant si les Etat-Unis, aidés de la France, l'Allemagne, le Japon, la Grande-Bretagne, etc., avaient utilisé toutes leurs ressources tant en stocks alimentaires (qu'ils prétendent avoir en trop, voir les problèmes paysans) qu'en logistique, à qui fera-t-on croire qu'ils ne pouvaient pas faire parvenir vivres et médicaments là-bas sans expédition militaire ? Simplement en y mettant le nombre d'avions, de bateaux, de camions ou d'hélicoptères nécessaires.

Les "bandits" tiennent les ports, les routes, les carrefours et volent nourriture et médicaments comme les seigneurs de la vieille Europe le faisaient jadis. Mais ils ne peuvent tout voler que parce qu'il n'y a presque rien. Le Moyen Age et les seigneurs de la guerre ne peuvent exister, surtout de nos jours, que dans l'extrême pénurie.

Les grandes puissances avaient les moyens d'inonder la Somalie de vivres (en tout cas de quelques produits de première nécessité) et de noyer en quelque sorte les bandits sous l'abondance. Du même coup d'ailleurs elles auraient probablement liquidé une bonne partie de ces bandes avant même d'avoir à tirer un coup de feu.

Car les jeunes, les enfants parfois, qui les rejoignent ne le font justement que parce qu'en faire partie et avoir un fusil est devenu le seul moyen de manger.

Mais les grandes puissances n'ont rien fait pour nourrir les Somaliens. Et pas parce qu'elles n'en avaient pas les moyens. Car maintenant elles s'apprêtent à envoyer là-bas un corps expéditionnaire qui va coûter cent ou mille fois peut-être la valeur des vivres qu'il sera chargé de distribuer.

Une belle preuve que ce n'est qu'un prétexte pour le gouvernement américain de faire croire à sa population noire qu'il fait quand même quelque chose pour l'Afrique.

Et surtout un prétexte pour faire une nouvelle démonstration de force militaire. Et les Etats-Unis sont restés les seuls gendarmes de la planète après la disparition de l'URSS. Ils doivent persuader le monde entier qu'ils peuvent intervenir sur n'importe quel point du globe pour faire respecter leur ordre.

Cet ordre mondial impérialiste, celui qui a pillé l'Afrique pendant des siècles et est justement la cause fondamentale de ses famines et de ses misères. Cet ordre qui, à une population écrasée par la soldatesque, veut commencer par envoyer... quelques dizaines de milliers de mercenaires de plus.

Un symbole !

Éditorial des bulletins d'entreprise du lundi 30 novembre.

Serbie

PENDANT LES MANŒUVRES ÉLECTORALES, LA GUERRE CONTINUE

Le 20 décembre prochain, dans toute la Serbie, devrait se dérouler l'élection présidentielle. Face au président en place depuis cinq ans, Slobodan Milosevic, treize candidats possibles parmi lesquels Milan Panic qui, s'il confirmait sa candidature, représenterait le rival le plus sérieux de l'actuel titulaire du poste.

Milan Panic est ce milliardaire d'origine serbe, vivant aux Etats-Unis et naturalisé américain, qui fut invité par Milosevic lui-même, en juillet dernier, à rentrer au pays afin de siéger à la tête du gouvernement. Alors, la manœuvre visait à apporter la crédibilité d'un homme d'affaires internationalement reconnu au gouvernement de Belgrade. Aujourd'hui, Panic est devenu un très encombrant Premier ministre, d'autant plus encombrant que sa candidature serait suffisamment populaire pour lui faire espérer une victoire électorale. C'est du moins ce que semble craindre Milosevic et certains de ceux qui l'entourent, qui mènent campagne en dénonçant maintenant Panic comme *"un agent de l'étranger"*...

Le fait est que la candidature de Milan Panic recevrait le soutien d'une fraction du mouvement étudiant, celle qui s'était mobilisée, l'été dernier, lors d'importantes manifestations d'opposition, au centre de Belgrade, pour dénoncer la politique guerrière, raciste et xénophobe de Slobodan Milosevic. Cette opposition étudiante a ainsi pris récemment l'initiative de collecter dans les rues les 10 000 signatures nécessaires au dépôt de toute candidature, en faveur de Panic.

Mais que les étudiants, aujourd'hui, en soient à présenter l'homme d'affaires comme susceptible de mettre fin à la guerre qui déchire l'ex-Yougoslavie et d'améliorer la situation de la population de la Serbie, cela relève des pires illusions. Panic et Milosevic sont, certainement et à quelques nuances près, interchangeables. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont parfaitement cohabité jusqu'à présent.

En Serbie aujourd'hui, le jeu politique qui se déroule dans la perspective de cette élection présidentielle du 20 décembre prochain prend un caractère d'autant plus dérisoire et odieux. Aux difficultés intérieures qui s'accumulent sur la population - et sur la population la plus pauvre - s'ajoute la poursuite aux portes de la région, d'une guerre atroce apportant son cortège de famine, de ruines, de morts, de réfugiés. Mais la fin de tout cela, ce n'est ni des urnes, ni d'aucun de ces politiciens qui s'agitent qu'elle pourra ne serait-ce que s'entrevoir.

L. P.

Russie

ELTSINE SE HEURTE ...ET À BIE OBSTACLES

Eltsine court après le "n la "paix sociale"... tout son opposition et de ses "

AFP

Sur un fond d'agitation politicienne grandiloquente autant qu'impuissante, le 7ème Congrès des députés de Russie vient donc de s'ouvrir.

Eltsine aurait apparemment préféré différer le rassemblement de députés (le Congrès des députés du peuple se réunit deux fois par an et, entre deux sessions, délègue ses pouvoirs à un organisme moins pléthorique, le Parlement, appelé aussi Conseil -soviet, en russe- suprême), hostiles dans leur majorité à l'actuelle direction russe. En tout cas il a tout fait (coups fourrés, rumeurs de coup d'Etat -Eltsine faisant désarmer spectaculairement la garde du président du Parlement... en même temps qu'il menait des tractations avec des gens dénoncés la veille comme des apprentis putschistes) pour différer le rassemblement des députés élus il y a bientôt trois ans et qui, de ce fait, à en croire la presse gouvernementale russe, seraient dominés par les partisans de l'ancien régime. Voire ! Car, à ce compte-là, on pourrait en dire autant d'Eltsine, qui lui aussi a été élu il y a plus de deux ans et qui comme 912 des 1041 députés a appartenu à l'ancien parti officiel !

Si l'URSS a officiellement cessé d'exister il y a un an, Eltsine a hérité d'institutions et de rapports de forces qui dominaient déjà la situation du temps de Gorbatchev et qui amenèrent, en même temps qu'à sa chute, à l'éclatement de l'URSS.

Confronté aux mêmes problèmes que Gorbatchev

Eltsine avait joué de cette coalition d'intérêts et d'aspirations disparates voire contradictoires de la bureaucratie, du temps de sa rivalité avec Gorbatchev. Cela dans le registre de la démagogie la plus débridée. Mais, une fois arrivé au pouvoir, Eltsine a vu les rôles s'inverser : d'outsider auquel tous les coups semblaient rapporter, il est devenu celui que ces derniers visaient désormais.

C'est pour cela, pour tenter d'avoir les mains libres pour gouverner, que lui qui avait tant reproché à Gorbatchev de ne tenir aucun compte des "soviets" (c'est-à-dire des différentes assemblées élues) s'empressa alors d'interdire toute élection pour au moins un an. Non seulement il nomma et plaça à tous les niveaux des préfets, des gouverneurs essayant -sans grand succès d'ailleurs- de doubler les décideurs de la bureaucratie, mais il se fit donner les pleins pouvoirs. Il cumula même, un temps, les postes de président de la République, de Premier ministre et de ministre de l'Economie.

La suite a montré qu'il avait bien des raisons de se méfier de ceux auxquels il avait cédé une parcelle de pouvoir, fussent-ils ses "alliés" de la veille. Ainsi la clique de ceux qui, en 1991, étaient venus à bout de Gorbatchev, éclata aussitôt la victoire obtenue en rivalité ouverte contre Eltsine : depuis "son" vice-président Routskoï, en passant par les maires de Moscou et de Léningrad, ou encore le président du Parlement, sans oublier nombre de "gouverneurs" qui, aussitôt nommés, s'enfermèrent dans leur fief, le mettant en coupe réglée avec la bureaucratie et la maffia locales, tout en dénonçant la moindre velléité de Moscou d'y mettre un terme comme une immixtion du pouvoir central.

Petites et grandes manœuvres

C'est cela aussi que reflète à sa façon le Congrès qui s'ouvre. On y retrouve aussi bien les représentants de grands barons de la bureaucratie régionale qui veulent affaiblir encore plus le pouvoir central pour avoir les coudées plus franches, que des gens ayant partie liée avec les responsables de l'agriculture d'Etat - ces milieux de l'administration kolkhozienne dont les eltsiniens prétendent qu'avec les fonctionnaires de rang moyen du parti et des officiers aigris, ils fournissent les gros bataillons de la majorité dite "conservatrice" du Congrès. Et puis, il y a aussi ces capitaines de la grande industrie d'Etat (dénoncés par les eltsiniens comme les tenants du "complexe militaro-industriel"), qui exigent de plus en plus fort que l'Etat remette de l'ordre dans l'économie, cesse de faire de pauvreté vertu en érigeant son incapacité à gouverner en nec plus ultra du libéralisme de marché.

Pour l'appuyer, Eltsine ne dispose que d'un peu plus de 10 % des députés du Congrès. Alors il louvoie. Aux députés des régions et républiques autonomes, il promet encore plus d'autonomie. Aux gens de l'Union Civique d'Arkadi Volski - qui se donnent pour les porte-parole des milieux de la grande industrie- il a fait des concessions à la veille du Congrès. Le Premier ministre, Gaïdar, a promis qu'il infléchirait son programme économique en tenant compte des critiques des "industrialistes"; Eltsine a éloigné du gouvernement certaines têtes de turc de l'opposition, même si Bourboulis, cet ancien professeur de marxisme à la mode stalino-brejnévienne mué en chantre du libéralisme reagano-thatchérien, est resté chef des conseillers du président.

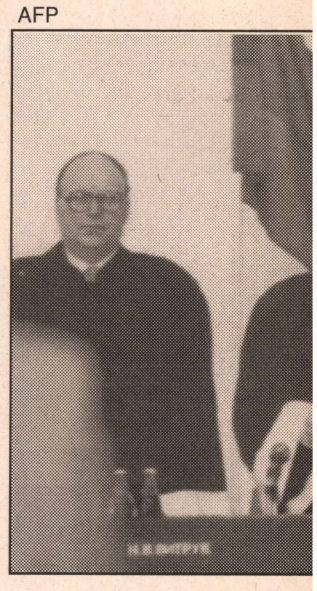
Tout cela, en espérant que, de tractations en accords de couloir, le gouvernement pourra amener une majorité de députés à composer. Sur quoi ? c'est ce que montrera la suite du Congrès. Mais d'ores et déjà, si le gouvernement ne tombe pas -alors qu'une majorité de députés a manifesté l'intention de renvoyer Gaïdar et quelques autres ministres- Eltsine pourra s'estimer content. A moins qu'il soit encore prêt à lâcher quelques têtes si tel est le prix à payer pour que les députés acceptent de reconduire les pleins pouvoirs qu'ils lui avaient votés.

A défaut de nouvelle Constitution

Quant à faire voter une nouvelle Constitution, comme Eltsine en a affirmé l'intention, c'est une autre histoire : les députés s'y refusent. Et Eltsine,

ELTSIN

AFP



Après l'échec du putsch d'août 1991, Eltsine avait dissous le Parti Communiste de l'URSS et celui de Russie et décidé d'ouvrir un procès contre un parti qui avait eu un grand tort : celui, après avoir fait gravir tous les échelons de l'appareil à Eltsine jusqu'aux plus hautes marches, de ne pas lui avoir donné raison contre son rival, Gorbatchev.

Il paraissait -c'est Eltsine qui l'avait dit- qu'on allait avoir droit à une sorte de réédition du *"procès de Nuremberg"*, cette fois sur

AU CONGRÈS
N D'AUTRES

rché", une nouvelle Constitution et cherchant à éviter les coups de iés".

même si cela ne témoigne guère de cette *"fin définitive du communisme"* qu'il évoque comme une incantation, devra peut-être encore se contenter de cette Constitution soviétique, promulguée en 1978 sous Brejnev, et qui régit toujours en théorie l'Etat russe.

Sous cet aspect, il est peu probable que ce 7ème Congrès change grand-chose au problème considéré comme capital par *Le Figaro* du 1er décembre, celui *"de savoir si la Russie s'est engagée sur la voie tourmentée du marché de manière irréversible, ou non. Tout le reste (...) découle de cette question, à laquelle aucun des acteurs* (Eltsine, etc.) *n'a de réponse définitive"*.

Certes. Quand il ne parade pas en Occident, promettant la privatisation de la moitié de l'économie pour dans trois mois, Eltsine se contente plus modestement, comme à la veille du Congrès, d'annoncer qu'il veut *"maintenir la paix sociale et l'équilibre politique"*.

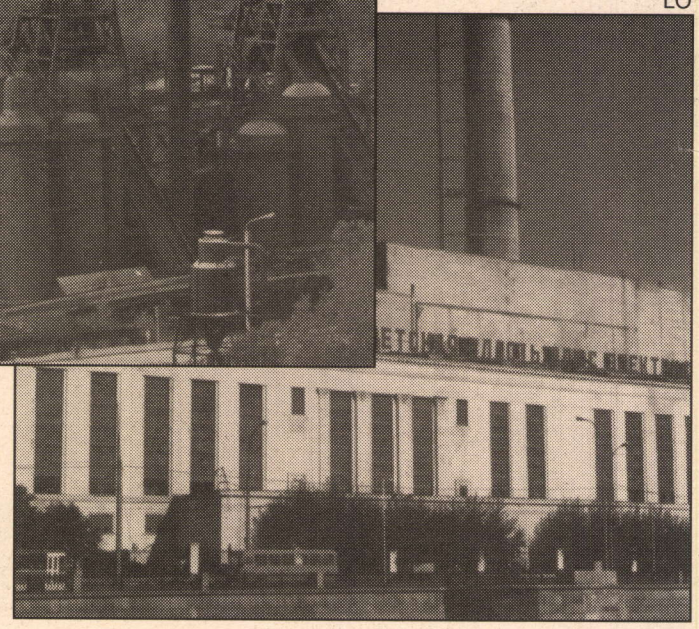
Maintenir l'équilibre politique, c'est rester en place tout en faisant une petite place à d'autres factions de la bureaucratie qui s'estiment trop écartées du pouvoir, sinon... des affaires. Seulement, c'est précisément ce développement des "affaires", du pillage du pays par tout ce qui, dans la bureaucratie ou autour, dispose de la moindre parcelle de pouvoir, qui pourrait bien compromettre la "paix sociale", provoquant des réactions de la classe ouvrière. Le fait qu'en de nombreux endroits -pour autant qu'on le sache ici et que cela soit représentatif de ce qui se passerait dans la classe ouvrière soviétique- des collectifs de travailleurs refusent désormais d'entendre parler d'une privatisation considérée comme du pillage, n'est peut-être pas annonciateur de ces "troubles sociaux" que semble craindre Eltsine. Mais cela représente en tout cas un changement, ne serait-ce que par rapport à l'état d'esprit qui semblait prévaloir, il y a peu encore, dans la classe ouvrière de l'ex-URSS.

P.L.

LO

Les grandes entreprises, toujours en attente de privatisation.

LO



E, LE PARTI COMMUNISTE ET LA JUSTICE

Un PC interdit sans l'être, dont les biens appartiennent à un peu trop de "propriétaires" : un aspect politico-burlesque des "privatisations"

Cour constitutionnelle ndant son verdict.

activité criminelle" du US. Rien que cela !

Eltsine en accusateur blic d'un Bureau Politue dont il avait été mbre et d'un parti où il it fait toute sa carrière - nme les juges des ires de haute importanequis pour la circonstancela avait un côté bouf-. Et côté mise en scène, rand spectacle a man-, car le principal accusé, i pour lequel finalement sine organisait cette odie de justice, batchev, s'est toujours sé à comparaître.

Quant au verdict, le ns que l'on puisse dire, u'il témoigne du peu de confiance que les juges semblent accorder à l'avenir du pouvoir eltsinien. Les juges ont tenu à affirmer que si les décrets de suspension du Parti Communiste étaient justifiés, cela ne s'appliquait qu'à ses organes dirigeants, pas aux organismes de base. Du coup, ils considèrent comme illégale l'interdiction d'activité de ce parti.

Va-t-on pour autant voir resurgir un Parti Communiste à partir de la demi-douzaine de regroupements qui se disputent son héritage politique ? On verra ! En Russie (à la différence de certaines républiques où, après avoir été rebaptisé, le PC reste souvent le parti principal, sinon unique, au pouvoir) dans les allées du pouvoir, c'est moins le vide politique, que le trop-plein des partis et des ambitions.

Mais il est un autre aspect, plus concret, de l'héritage du PCUS, qui risque de soulever des vagues. Car les juges, en approuvant les oukases d'Eltsine plaçant sous séquestre les biens du PCUS, ont précisé ne viser que les propriétés d'Etat détournées.

Comme, en URSS, l'Etat et le Parti se confondaient à tous les niveaux de la vie sociale, le départ entre propriété du parti et propriété de l'Etat promet bien des procès -les tribunaux locaux devront trancher- et des règlements de comptes, en tout genre. Car, dans tout le pays, les "démocrates" -comme se dénomment les partisans d'Eltsine, ou ceux qui ont estimé profitable de se présenter comme tels- ont fait main basse sur des milliers d'immeubles, des comptes en banque, un immense parc automobile, des maisons de repos, des entreprises, des journaux qui appartenaient au PCUS. Et, dans le flou juridique qui entoure actuellement tout ce qui a trait aux rapports de propriété dans l'ex-URSS, les nouveaux détenteurs de ces biens ont évidemment aussi peu de moyens de prouver leur "propriété" que les anciens responsables du parti -quand ce ne sont pas les mêmes !- en ont de démontrer que ces biens appartenaient à leur parti et non pas à l'Etat.

Cet imbroglio juridico-financier est finalement bien à l'image d'un problème qui se pose presque dans les mêmes termes avec les privatisations en cours : chaque lobby, chaque faction, chaque maffia tient pour "siens" des biens d'Etat souvent "vendus", sans titre, à plusieurs autres acheteurs appartenant à d'autres groupes de bureaucrates-"hommes d'affaires"...

P.L.

Répression policière contre une manifestation du PC le 23 février 1992

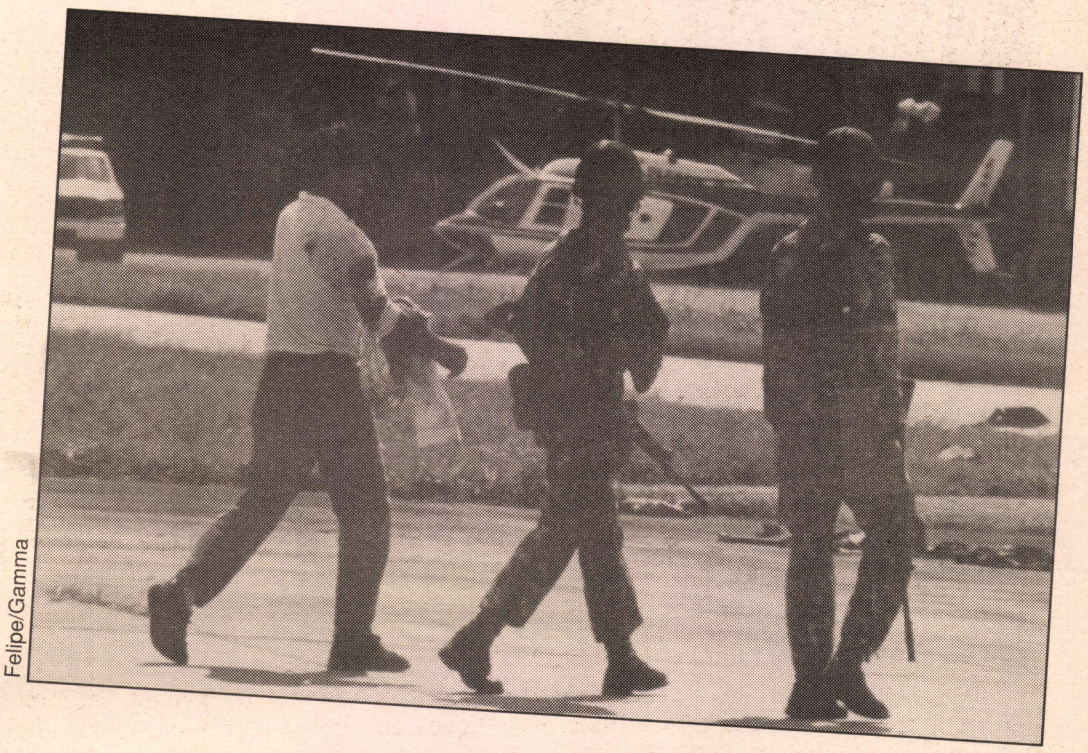
AFP

Manifestation du PC le 7 novembre dernier à Moscou.

Venezuela

Nouveau putsch manqué

LA POPULATION SE DÉFIE DES MILITAIRES


Felipe/Gamma

Le président vénézuélien vient de sauver son pouvoir pour la deuxième fois en moins d'un an. Ou plus exactement les militaires l'ont sauvé d'un nouveau putsch, fomenté semble-t-il par le même mouvement populiste qu'en février dernier, le Mouvement Révolutionnaire Bolivarien, qui s'est emparé de la télévision et a appelé pendant des heures la population à la révolte, sans le succès escompté. Le putsch lui-même a entraîné, semble-t-il, pas mal de militaires puisque que plus d'un millier d'entre eux (500 officiers et 700 soldats) ont été arrêtés suite à cette nouvelle tentative et qu'une centaine d'officiers se sont réfugiés au Pérou. La tentative de putsch a fait 170 morts dont quelque 140 civils. La grogne dans l'armée reflète d'ailleurs en partie le mécontentement croissant existant dans la population et la déconsidération qui frappe le président en place.

Le premier mandat du président Carlos Andres Perez, de 1973 à 1978, s'était déroulé sous le signe de l'augmentation des prix du pétrole. Le Venezuela, qui est un pays producteur et exportateur de pétrole, a alors connu une certaine prospérité qui pouvait faire oublier les gaspillages et la corruption du régime.

Mais quand Carlos Andres Perez a été réélu en décembre 1988, le Venezuela, criblé de dettes, n'arrivait plus à honorer ses échéances, les prix du pétrole ayant chuté. Et là, la corruption des milieux dirigeants s'est accompagnée d'une politique d'austérité particulièrement draconienne pour les masses populaires sous haute surveillance du FMI. Les augmentations de prix des produits de consommation courante provoquèrent dès février 1989 des émeutes réprimées de façon très sanglante puisqu'il n'y eut pas moins de 300 morts.

Le niveau de vie a baissé, rejetant la population laborieuse des dizaines d'années en arrière, la corruption s'est généralisée, et le mécontentement s'exprime depuis des mois par des manifestations quotidiennes souvent durement réprimées. La situation s'est dégradée au point que la classe politique elle-même demande la démission du président et des élections anticipées.

La tentative de putsch de février dernier avait duré 12 heures, s'était soldée par 18 morts et son instigateur, le colonel Chavez, est depuis sous les verrous. Mais cela avait sonné comme un avertissement et le président vénézuélien avait promis une réforme des institutions, une lutte contre la corruption et le blocage des prix des denrées de première nécessité. Aucune de ces promesses n'a été tenue et cette fois le putsch a eu plus d'ampleur. Non seulement il a impliqué davantage de militaires, mais des combats de rue impliquant des civils se sont poursuivis plusieurs jours après l'échec du putsch. Des jeunes ont dressé des barricades, se sont affrontés à la police, des magasins ont été pillés, les détenus de la prison se sont mutinés. Mais il n'y a pas eu le soulèvement populaire auquel appelaient les militaires à la télévision.

Evidemment dans une telle situation le président a reçu le soutien des partis d'opposition, celui du président Bush, de ses compères, Felipe Gonzalez en tête, de l'Internationale Socialiste dont le parti du président - l'Action Démocratique - est membre. Il a reçu le soutien de l'Organisation des Etats Américains et celui de la CEE. Bref ce fut l'unanimité autour de lui par peur de l'intervention populaire. Mais ça n'empêche pas les commentateurs d'affirmer qu'il y a peu de chances que Carlos Andres Perez aille au bout de son mandat en février 1994.

Non pas tant parce que l'on craint un nouveau putsch, réussi cette fois, encore que ce n'est pas impossible bien entendu, mais parce que ceux-là mêmes qui le soutiennent si bien aujourd'hui peuvent exiger sa démission, à froid en quelque sorte, puisque son maintien à la tête du pays paraît engendrer des tensions sociales dangereuses.

Mais que ce soient les militaires populistes qui l'emportent, ou l'opposition parlementaire, il n'y aura pas de véritable changement dans la situation des classes populaires si ce n'est pas elles qui prennent leur propre sort en main, et qui s'attaquent au parasitisme des riches exploiteurs et autres spéculateurs ou trafiquants de drogue. Les militaires populistes, eux-mêmes, se sont bien gardés de développer un tel programme à la télévision le vendredi 27 novembre. Et s'ils ont appelé la population à les soutenir, ils ont évité de mettre un programme en avant autre que la fameuse lutte contre la corruption, véritable tarte à la crème de tous ceux qui aspirent au pouvoir !

Et si la population laborieuse ne s'est pas lancée dans l'aventure à l'appel des putschistes, c'est peut-être bien justement que, tout en rejetant le régime en place, elle ne reconnaît pas ses intérêts dans ceux qui se pressent pour prendre la relève.

Dominique CHABLIS

Pologne

L'INQUISITION CLÉRICALE EN VEUT TOUJOURS PLUS !

Depuis deux ans, en Pologne, les milieux les plus réactionnaires et en particulier la hiérarchie de l'Eglise catholique font pression pour rendre de plus en plus difficile le recours à l'avortement. Ils avaient abouti à mettre en place le 3 mai un code d'éthique des médecins leur interdisant de pratiquer l'avortement sous peine de radiation de l'Ordre des médecins. Et c'est désormais l'ancienne législation autorisant l'avortement qui est remise en cause.

Un projet de loi profondément réactionnaire, conçu par un parti catholique fondamentaliste, est en passe d'être voté par le Parlement. Il prévoit une peine de deux ans de prison pour toute personne responsable d'un avortement, qu'il s'agisse d'un médecin qui aurait aidé une femme à avorter ou d'une femme qui aurait avorté seule. Par ailleurs, il interdit l'emploi de moyens contraceptifs qui, comme le stérilet ou la pilule RU 486, agissent après la fécondation de l'œuf. L'intransigeance est totale : aucune exception n'est envisagée en cas de force majeure, comme le cas de grossesse mettant en péril la vie de la mère, ou le cas de femmes violées. Les examens prénataux sont interdits. Quant aux enfants qui pourraient estimer souffrir des séquelles de pratiques abortives menées contre eux, quand ils étaient foetus, ils peuvent porter plainte.

Rien d'étonnant à ce que ce projet de loi révoltant soit largement dénoncé par les partis libéraux ou par des mouvements de femmes qui réclament l'organisation d'un référendum sur le droit à l'IVG qui, d'après les sondages, serait approuvé par la majorité de la population. Mais le gouvernement a toutes les chances de ne pas reculer car l'actuelle chef de gouvernement n'a en fait obtenu l'appui de la large coalition qui la soutient qu'en s'engageant auprès des catholiques les plus conservateurs à faire passer cette loi. Et si dans ce pays pauvre qu'est la Pologne l'ancienne législation ne garantissait aux femmes ni le droit à la contraception, ni celui à l'avortement (parce que les contraceptifs manquaient, et que l'équipement hospitalier était insuffisant, par exemple), les nouvelles dispositions constituent un pas en arrière dont les conséquences seront dramatiques chaque année pour des dizaines de milliers de femmes.

H. M.

Irlande

LE DROIT À L'AVORTEMENT EN PARTIE REJETÉ

Rockwell/Gamma

Le référendum

Trois questions sur l'avortement étaient posées aux électeurs irlandais lors du référendum qui vient d'avoir lieu en Irlande, un des rares pays d'Europe où le droit à l'avortement n'existe toujours pas, et où les contraceptifs ne sont pas en vente libre.

A la première question, inscrire dans la Constitution l'autorisation de l'avortement quand la vie de la mère est en danger, deux électeurs sur trois ont répondu non.

Par contre, les deux autres questions, autoriser l'information sur l'interruption volontaire de grossesse dans le pays et la liberté pour les femmes irlandaises d'aller avorter en Grande-Bretagne ont obtenu une réponse positive.

Il n'a pas manqué de commentateurs ici pour voir, dans ce refus de la première proposition, le poids conservé par l'Eglise catholique et celui des préjugés répandus par les milieux catholiques qui imprègnent ce pays depuis son indépendance en 1921. Certes, l'Irlande du Sud ne manque pas de catholiques pratiquants, mais ces commentateurs empressés auraient pu également noter à travers les réponses favorables aux deux autres propositions le signe d'une évolution déjà perceptible lors des récentes manifestations qui avaient permis à une jeune fille de 13 ans, violée par un "ami de la famille", de pouvoir aller avorter en Grande-Bretagne malgré le refus initial de l'autorité publique.

Même s'il n'est pas facile de mesurer l'évolution dans l'opinion, il n'en demeure pas moins vrai que le gouvernement irlandais, qui a choisi de poser ainsi cette question ne manquait, lui, ni de préjugés, ni d'arrière-pensées.

Car comment peut-on faire ainsi remettre aux aléas d'un référendum, un droit aussi élémentaire pour une femme que celui de pouvoir disposer de son corps ? C'est d'autant plus inadmissible que c'était finalement laisser en décider les partisans des idées les plus rétrogrades. Et cela, dans une période où les préjugés réactionnaires ont plutôt tendance à remonter à la surface. C'était là une façon bien politicienne de s'en laver les mains et surtout ne pas prendre la seule décision acceptable sur ce point : accorder ce droit élémentaire. Surtout que l'existence d'un tel droit n'oblige pas les femmes qui refusent l'avortement à y faire appel si elles ne le souhaitent pas.

D'ailleurs les groupes de militantes pour le droit à l'avortement étaient si peu satisfaites de la façon dont le Premier ministre Albert Reynolds avait posé la question sur le droit à l'avortement, la trouvant *"trop restrictive et trop compliquée"*, qu'elles ont préféré répondre non !

AFP

Manifestation, en février dernier, en faveur de la liberté de l'avortement

Du même coup, derrière la majorité de non à la première question, se sont trouvées mêlées aussi bien les voix des adversaires de l'avortement que celles des groupements partisans d'une libéralisation qui estimaient les termes du nouveau "droit" à l'avortement bien trop restrictifs et réclamaient des dispositions législatives et non constitutionnelles bien plus libérales.

Pour faire la démonstration que les référendums sont le dernier moyen à employer pour obtenir un droit élémentaire, quel qu'il soit, on ne pouvait pas trouver mieux.

J.F.

Élections législatives

Pour la première fois, le parti historique de la droite irlandaise est défait

En même temps que le référendum sur l'avortement, les électeurs irlandais devaient choisir leurs députés. Le parti du Premier ministre Albert Reynolds, le Fianna Fail (les Soldats du Destin), parti historique de la droite sud-irlandaise, sort grand perdant de ces élections.

Il a réalisé son plus mauvais score électoral depuis 1927. Son pourcentage de voix a reculé de 5 points et, en emportant 70 des 166 sièges, il perd la majorité absolue des députés. L'autre parti de droite, Fine Gael, parti du centre droit, a également perdu des voix.

A l'inverse, le Parti Travailliste, qui avait déjà remporté, il y a deux ans, les élections présidentielles en faisant élire à ce poste Mary Robinson, a doublé le nombre de ses sièges, dispose désormais de 33 députés et se retrouve en position d'arbitre dans le jeu parlementaire : ce qui ne s'était jamais vu en soixante-dix ans et donne un caractère exceptionnel à cette poussée travailliste.

De là à y voir une poussée à gauche très puissante, il y a certainement un pas à ne pas franchir. D'abord ce parti est loin d'entretenir les mêmes liens avec la bureaucratie syndicale que son homologue britannique, c'est plutôt un parti de centre gauche. D'autre part, les partis que l'on pourrait qualifier de "gauche" en Irlande, la Gauche Démocratique (ex-PC), qui devrait retrouver seulement quatre de ses six sièges, le Workers' Party et les nationalistes du Sinn Fein, qui n'ont aucun élu, ont plutôt reculé.

Les tractations pour la formation d'un gouvernement viennent de commencer. Elles risquent d'être d'autant moins faciles que les heureux élus qui se retrouveront à la tête des affaires savent qu'ils doivent gérer une situation économique particulièrement délabrée : l'Irlande est l'un des pays les plus endettés de la Communauté Européenne et le taux de chômage, très élevé, atteint 17% selon les chiffres officiels.

Grande-Bretagne

LES BIJOUX DE LA COURONNE

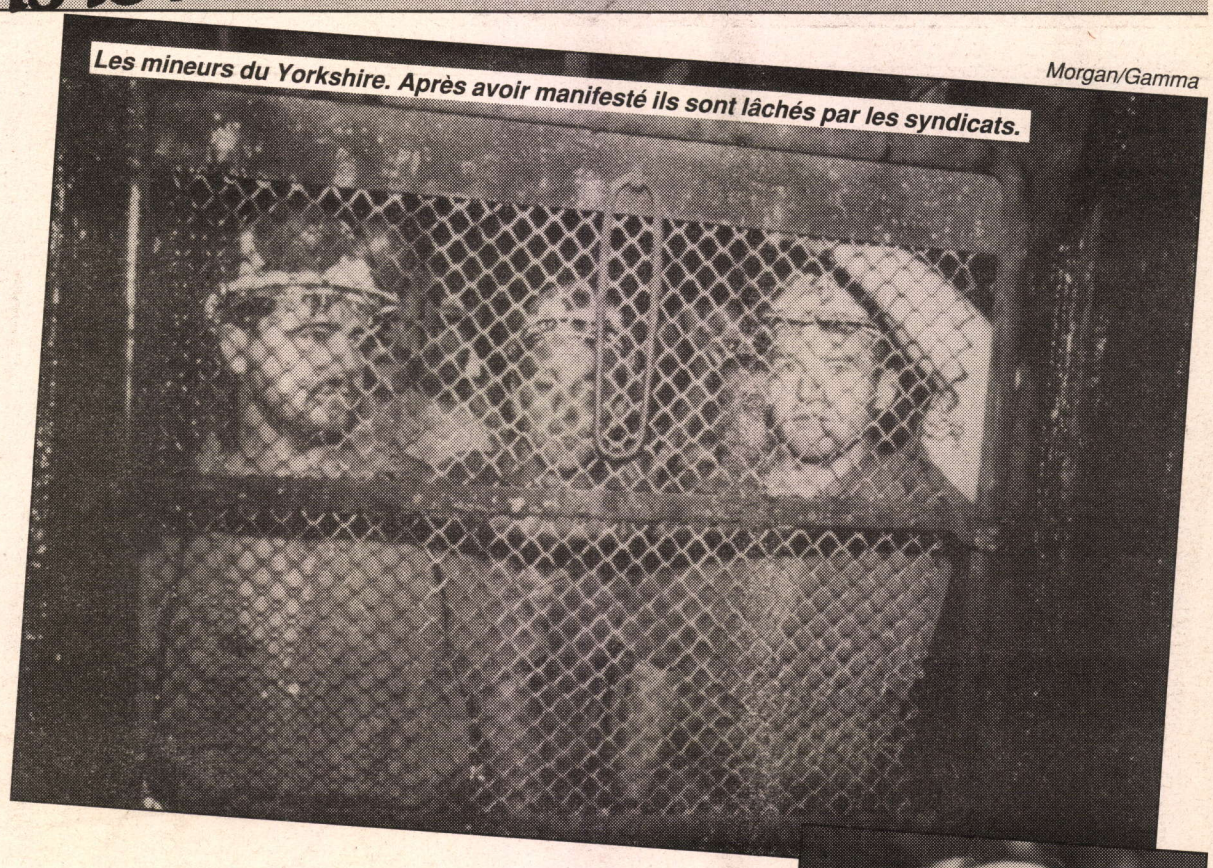
AFP

La reine d'Angleterre a fait annoncer par son Premier ministre qu'elle consentait à payer des impôts. Vingt-cinq experts travaillant durant six mois seront paraît-il nécessaires pour évaluer tous les biens royaux. Chez n'importe quel salarié, un expert et quelques heures, ou même quelques minutes, suffiraient largement...

Il reste à savoir si ce que l'Etat déboursera pour les frais dus à l'incendie du château de Windsor ne sera pas plus élevé que les impôts de la reine.

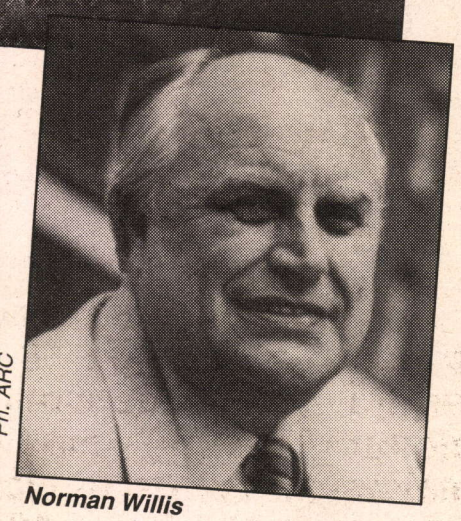
Grande-Bretagne

DES MINES AU MÉTRO LES DIRIGEANTS SYNDICAUX ENTERRENT LES LUTTES DES TRAVAILLEURS



Les mineurs du Yorkshire. Après avoir manifesté ils sont lâchés par les syndicats.

Morgan/Gamma



Norman Willis

Ph. ARC

Face aux vagues successives de suppressions d'emplois qui se succèdent de jour en jour et au gel des salaires, la direction du Trade Union Congress (TUC), réunie en session extraordinaire à Doncaster le 25 novembre, a fini par mettre les points sur les "i" : s'il ne tient qu'à elle il n'y aura ni grèves, ni mouvements sociaux.

La tactique du "consensus" amorcée lors du congrès du TUC de septembre dernier, par laquelle les bureaucrates syndicaux cherchent à être associés au patronat et au gouvernement dans la gestion de la crise, a trouvé deux applications flagrantes dans les mines et dans le métro londonien.

MINES : UN AVERTISSEMENT SANS AMBIGUITÉ

Le choix de Doncaster, capitale du Yorkshire, le bassin minier le plus important et le plus touché du pays, pour cette réunion du 25 novembre, était tout un symbole, à rebours. En intervenant ainsi au centre de la région d'où était partie la grève des mineurs de 1984-1985, les dirigeants du TUC ont sans doute voulu donner le maximum d'impact à leur message, adressé non seulement aux mineurs, et en particulier à ceux qui manifestaient dehors pour l'organisation d'une grève générale des mines, mais à l'ensemble de la classe ouvrière : pour le TUC, il ne peut être question que la classe ouvrière riposte aux attaques de la bourgeoisie en utilisant ses propres moyens de lutte. Si mobilisation il doit y avoir, cela doit être une mobilisation "populaire", c'est-à-dire dans le langage codé des bureaucrates, de toutes les couches de la population contre le gouvernement. Le procédé est classique : il consiste à donner des objectifs plus ambitieux afin d'avoir un prétexte pour ne rien faire. Et, si cela tient au TUC, il ne fera rien qui puisse indisposer les couches moyennes et les rejeter dans les bras du gouvernement.

C'est bien là la tactique déjà utilisée par le TUC en réponse aux fermetures de mines. Norman Willis, secrétaire général du TUC, a déclaré : *"Pour la première fois depuis 1979* (c'est-à-dire le retour au pouvoir des conservateurs), *nous avons une chance de faire annuler une décision politique"*, cette chance étant le large mouvement de mécontentement et surtout d'inquiétude qu'a provoqué l'annonce des fermetures de mines.

Et qu'en a donc fait le TUC de cette chance ? Il y a bien eu les 200 000 manifestants de Londres le 25 octobre. Mais de cette manifestation qui aurait pu constituer le point de départ d'un mouvement de protestation plus large, voire d'une riposte, les bureaucrates syndicaux ont fait une grande messe du consensus en y offrant une tribune à tous les politiciens qu'ils ont trouvés, du Parti Travailliste au Parti Conservateur, aux Eglises et même à la Confédération patronale britannique.

Le grand jour passé, cette messe s'est révélée n'être que des funérailles de première classe : les dirigeants du TUC se sont dès lors assurés qu'aucun mouvement de grève, aucune manifestation nationale, ne viendrait plus troubler le consensus pour la "sauvegarde" de l'industrie minière. Les mineurs sont restés isolés dans leurs puits (et dans bien des cas à la porte) pendant que politiciens, fonctionnaires et bureaucrates syndicaux discutent, dans le cadre de multiples commissions idoines, de la rentabilisation des mines britanniques, et des suppressions d'emplois qui ne peuvent manquer d'en résulter, bien sûr

LE LÂCHAGE DES TRAVAILLEURS DU MÉTRO LONDONIEN

La même politique vient de se manifester, cette fois de façon encore plus spectaculaire, dans la grève avortée du métro londonien.

A l'origine, un plan comportant une série de mesures dont l'objectif est, entre autres, de réduire l'effectif de 25% en 18 mois (sur 20 000 salariés) : la suppression du paiement des pauses, des heures supplémentaires obligatoires, obligation d'accepter en fonction des besoins du service tout transfert sur un poste moins qualifié avec réduction de salaire, introduction de sanctions automatiques en cas de congés de maladie répétés, etc. Les travailleurs devaient commencer à signer de nouveaux contrats partir du 20 novembre.

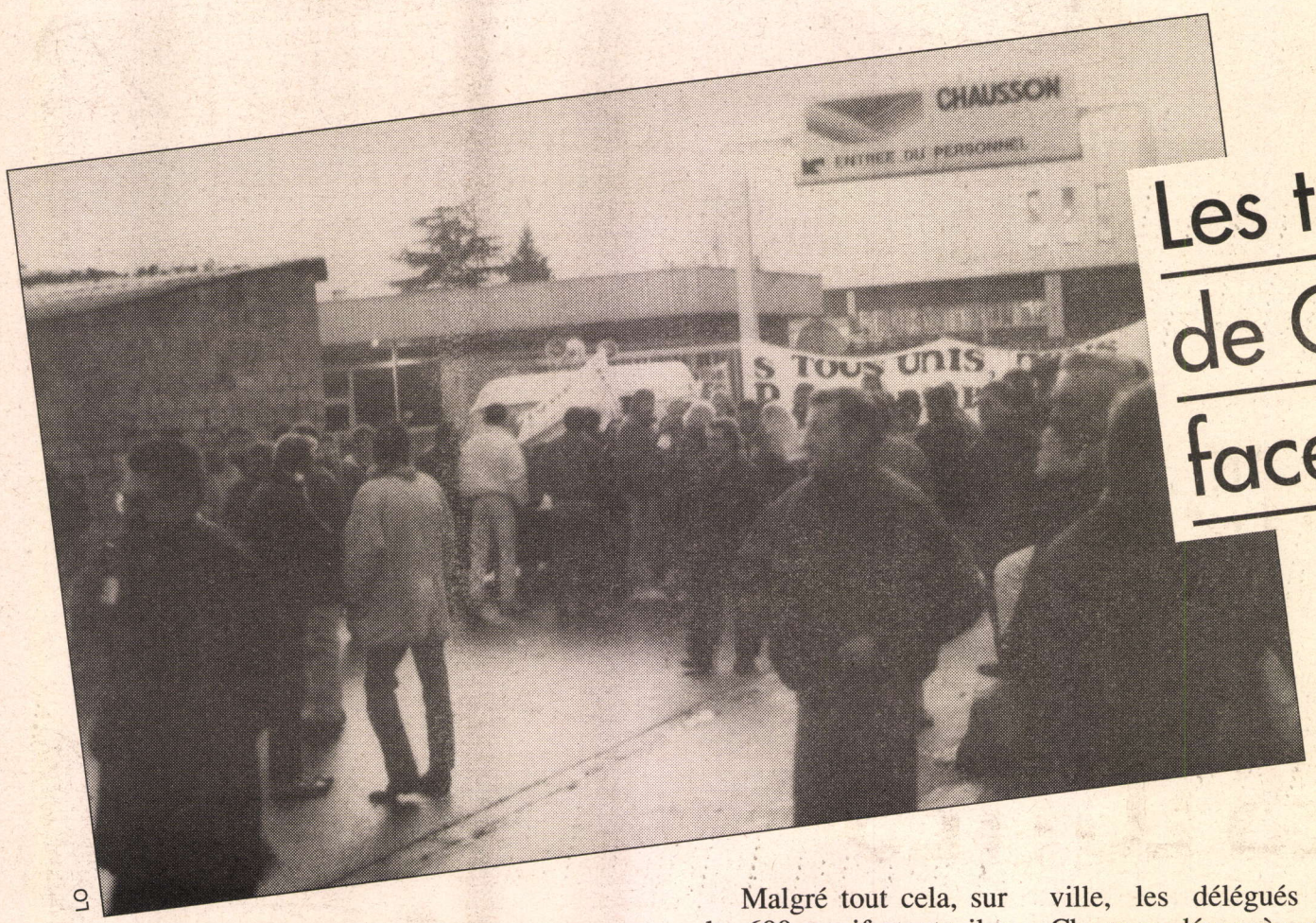
Lors d'un vote à bulletin secret organisé par le RMT, le principal syndicat du métro, 77% des participants avaient voté pour une grève illimitée à compter du 24 novembre. L'atmosphère était chaude et beaucoup de travailleurs pensaient que, cette fois, ils allaient faire ravaler son plan à la direction, ce dont témoignait le fait que bien peu s'étaient rendus aux convocations envoyées pour la signature des nouveaux contrats.

Mais le 23 novembre à 21h, à trois heures du démarrage de la grève, coup de théâtre : les cadres faisaient apposer partout des affichettes annonçant aux usagers que la grève était annulée. Une heure plus tard, les employés du métro apprenaient le fin mot de l'histoire par une interview à la radio de Jimmy Knapp, le leader du RMT. A midi le même jour, le RMT avait passé un accord avec les patrons du métro par lequel, en échange de l'annulation du mot d'ordre de grève, ceux-ci reculaient la signature des nouveaux contrats au début janvier et s'engageaient à... tenir au courant les dirigeants syndicaux des étapes de l'application de leur plan au travers de réunions paritaires spécialement prévues à cet effet. C'était cela que le RMT appelait un *"recul important"* !

Mais si les bureaucrates n'avaient pas osé informer eux-mêmes les travailleurs de leur lâchage du mouvement, en revanche ils étaient là en nombre le lendemain matin au petit jour, prêts à jouer les pompiers pour éteindre les quelques foyers de grève qui s'étaient quand même déclenchés, en particulier à l'entretien-maintenance et parmi certaines catégories de roulants.

A défaut d'avoir gagné un droit de regard sur quoi que ce soit, les bureaucrates ont gagné le droit de collaborer un peu plus étroitement avec les patrons, au prix de 5 000 suppressions d'emplois et d'une aggravation importante des conditions de travail, tout au moins si dans les semaines qui viennent la colère des travailleurs ne se rallume pas !

François ROULEAU



Les travailleurs de Chausson face aux licenciements

PRESSION MAINTENUE !

Après le succès de la grève et de la manifestation du 18 novembre, les travailleurs de Creil ont voulu montrer que leur mobilisation se maintenait contre le plan de 1 285 licenciements dont 1 104 programmés à Creil.

La dernière semaine de novembre était très courte puisque le lundi 23 et le vendredi 27 étaient chômés. Aussi un arrêt de travail fut organisé le 26 et une manifestation le 27 à Creil et en direction ensuite de la sous-préfecture de Senlis.

Les arrêts de travail et les assemblées générales qui se sont tenues le 26 novembre pour chacune des équipes ont réuni près de 1 000 travailleurs au total. C'est la moitié la plus militante qui s'est réunie pendant que les autres travailleurs se faisaient plutôt discrets. Quant à la maîtrise, après sa participation à la journée du 18, elle a eu à subir une offensive mi-charme, mi-musclée de la part de la direction et de ses représentants : entretiens individuels, promesses, menaces. Bref une tentative de reprise en main qui a jeté le trouble chez la petite maîtrise, moins habituée que les ouvriers à se défendre. A la fin de la semaine d'ailleurs, c'est sur certains ouvriers que le même genre de pressions a commencé à être exercé.

Malgré cela la plus grande partie des travailleurs reste bien consciente des enjeux. Et lors des débrayages du 26, la mobilisation s'est nettement développée dans l'équipe qui avait été moins en pointe jusque-là. La grande majorité du personnel mobilisé exprima sa volonté de se fixer des objectifs d'action en dehors de l'usine, susceptibles de faire pression sur les patrons de Renault et Peugeot, et sur le gouvernement.

Quant à la manifestation du lendemain, vendredi 27 novembre, jour de chômage, qui a réuni 600 personnes, on peut dire que c'est un succès. Le personnel s'est déplacé par ses propres moyens (il y avait grève totale des transports en car ce jour-là). Au dernier moment, quelques dizaines de travailleurs avaient été convoqués pour travailler à l'usine ; et puis c'était aussi le jour de la remise des médailles du travail pour quelque 300 travailleurs.

Malgré tout cela, sur les 600 manifestants, il y avait environ 500 travailleurs de Chausson Creil. Il y avait aussi une cinquantaine de travailleurs de Chausson Gennevilliers et quelques dizaines de travailleurs du bassin creillois.

Les Unions Départementales (CGT-FO et CFDT) qui avaient déclaré soutenir cette manifestation n'ont déployé aucune activité pour mobiliser les travailleurs à cette occasion.

Mais les manifestants avaient le moral et montraient leur dynamisme. Lors des prises de parole qui eurent lieu au centre-ville, les délégués de Chausson dénoncèrent la politique de Renault, de Peugeot (principaux actionnaires de Chausson), et du gouvernement complice des licenciements, et ils appelèrent les travailleurs à intensifier la lutte avec, pour la prochaine fois, Renault comme objectif.

Le déplacement à Senlis ne fut pas triste : pétards et sirènes donnaient le ton. Après avoir fait le constat que le gouvernement n'avait toujours rien à dire, quelque 300 manifestants se dirigèrent vers le péage de l'autoroute du Nord où ils organisèrent passages gratuits et distributions de tracts aux automobilistes.

Tout le monde a compris qu'il ne fallait pas s'arrêter en chemin. Le chômage pèse lourd, mais, malgré les manœuvres de toutes sortes, il a été décidé de maintenir la pression. L'ensemble des syndicats appelle à des assemblées générales avant et après les réunions du Comité central d'entreprise (le 4 décembre) et du Comité d'entreprise (le 7 décembre) au cours desquelles seront entamées les procédures officielles concernant le plan de licenciements. Ils appellent aussi à une action d'envergure en direction de Renault le vendredi 11 décembre.

A partir du 18 décembre, tout le monde sait que les usines seront arrêtées pour trois semaines pour cause de chômage technique et tout le monde s'attend à de nouvelles manœuvres des patrons. C'est dire que les travailleurs de Chausson sont conscients que ce n'est pas le moment de relâcher la pression et qu'il est important de se faire à nouveau entendre, plus fort, d'ici là.

Correspondant LO

Effectifs en baisse = sécurité en baisse

Nous avons tous vu la cassette vidéo sur la catastrophe de RP. Le film se termine par une longue interview du PDG de Total qui félicite les équipes d'intervention pour leur courage et leur efficacité. Il rappelle que les effectifs des pompiers de la raffinerie ont été suffisants pour faire face dans les premiers temps de la catastrophe.

Par contre, ce dont ne parle pas le PDG, c'est des effectifs à la production. Cela fait une dizaine d'années que les effectifs sont réduits au fil de réorganisations et de modernisations successives. Et nous savons que la présence de personnels sur le terrain, ce sont des yeux et des oreilles pour déceler les anomalies et les signes avant-coureurs… que les détecteurs en tout genre perçoivent quand l'anomalie s'est transformée en incident ou en accident.

Alors, dans ces conditions, les propos du PDG sur la catastrophe paraissent indécents. Parce qu'une politique de réduction d'effectifs, c'est une politique de réduction de sécurité, une politique qui peut avoir des effets meurtriers.

Une ligne pleine de trous

Il y a 15 jours, au redémarrage de la D10, une fuite sur une ligne de distillat nous a montré dans quel état de vétusté se trouvent de nombreuses tuyauteries. Mais ce n'est pas pour autant que la direction a pris immédiatement des mesures efficaces : la ligne a été réparée sur quelques mètres… jusqu'à ce qu'elle casse un peu plus loin.

Même sur les unités qui ont subi un grand arrêt récemment, on se rend compte qu'il y a un nombre important de lignes plus ou moins pourries. *"On ne peut pas mettre des aciers spéciaux inoxydables partout"*, nous dit-on. Mais pourquoi pas ? Qu'est-ce qui prime : la sécurité ou la rentabilité ?

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Raffinerie Total - Le Havre

A la Recette Principale de La Poste de Lyon

LA LUTTE POUR L'EMPLOI EST À L'ORDRE DU JOUR

Vendredi 27 novembre, après quatre jours de grève, les facteurs du 2ème arrondissement de Lyon ont suspendu leur mouvement après avoir fait reculer partiellement la direction : celle-ci a accepté de retarder son projet de cinq suppressions d'emplois et de ne retenir qu'une seule journée de salaire sur les quatre jours de grève. Elle accepte aussi d'entendre les contestations des facteurs sur son projet, mais la plupart des grévistes restent sceptiques sur le résultat de ces discussions. Car la direction persiste à parler chiffres, statistiques, moyennes et... suppressions d'emplois à venir, ce dont justement les facteurs ne veulent pas.

Mais pour bien des facteurs, dont c'est la première grève, la véritable découverte est ailleurs : chaque jour, tous ont été là, à l'heure de la prise du travail, pour décider de la suite du mouvement. Chacun a découvert le visage réel de la direction de La Poste : parfois insultante, tentant de nous intimider ou de nous manœuvrer. Scandalisés par son mépris, plusieurs grévistes disent : "*C'est pourtant nous qui leur gagnons leur paye*". Mais surtout, ce qui a marqué, c'est la solidarité entre grévistes d'abord, qui tous ont eu à cœur de convaincre les hésitants, ou de convaincre ceux pour qui une journée de grève supplémentaire est un problème financier de plus. C'est aussi la solidarité des facteurs de la brigade de réserve qui, au deuxième jour de la grève, ont rejoint le mouvement pour ne pas le briser. Sans compter aussi que, dans bien d'autres services, certains se posent la question de s'y mettre aussi.

Pour tous, même non visés dans l'immédiat, il est clair que c'est le problème de l'emploi qui est au centre, et que ce problème concerne tout le monde.

Correspondant LO

Région de Grenoble

GRÈVE À LA SCIERIE GARAVEL

L'entreprise Garavel est une scierie comptant une vingtaine de salariés, produisant des palettes pour une importante usine de papeterie voisine.

Il y a deux ans, les travailleurs de cette entreprise avaient obtenu, après plusieurs semaines de grève, un certain nombre d'améliorations de leurs conditions de travail et une augmentation de salaire. Il faut dire que c'était la première fois qu'un tel mouvement survenait dans cette entreprise, dirigée par un petit patron autoritaire, où les ouvriers étaient bien souvent payés en dessous du SMIC et avec de nombreuses irrégularités.

Pendant cette grève, les travailleurs avaient créé, à la stupeur du patron, une section syndicale CGT.

Au mois de novembre 1992, neuf licenciements, dont deux concernant des représentants de cette section CGT, ont été annoncés : la grande majorité des travailleurs a aussitôt arrêté le travail. Ils se sont adressés aux travailleurs des entreprises proches et de Grenoble et y ont organisé des collectes de soutien qui ont rapporté plus de 13 000 F.

Après la visite de l'inspecteur du travail, les salariés de Garavel ont constaté que la procédure légale de licenciement n'avait même pas été respectée. Le travail a donc repris en attendant de voir ce que le patron fera ou ne fera pas. Beaucoup de travailleurs sont déterminés à empêcher ce mauvais coup - qui n'est que remis pour le moment - un mauvais coup qui ressemble à un règlement de compte de la grève d'il y a deux ans.

Le budget nouveau

Voilà donc la SNCF relayée par la presse, qui nous refait sa propagande sur le "déficit 1992" qui serait de 2,4 milliards. En plus, elle programme 2,8 milliards pour 1993 afin de justifier les 5 200 suppressions de postes pour la même année.

Au fait, à combien se montent les milliards pour Alsthom, Bouygues et autre Crédit Lyonnais alimentés par notre travail ?

À la recherche du temps perdu

Voici quelque temps, le directeur de région s'est trouvé dans un train banlieue qui a pris 6 minutes de retard. Presque normal.

Indigné et en colère, il a remué ciel et terre pour en connaître la cause, faisant faire une enquête à tous les niveaux et à tous les étages.

Par prudence, il n'est pas remonté jusqu'à lui-même.

***Extraits du bulletin* Lutte Ouvrière**
SNCF RER – Ligne C – Juvisy

Les voiles... de peinture

A la peinture des maquettes, un camarade (ancien de Masséna) de Cerbère est revenu en détachement pour peindre une maquette.

Encore une fois, il s'agit bien de la baisse des effectifs pratiquée dans l'ensemble de la SNCF qui fait que des camarades traversent les trois quarts du pays pour un renfort. On connaissait déjà la flexibilité, maintenant c'est le bâton de pélerin.

Alors préparons le retour de bâton. !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF Paris Sud-Ouest

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 14 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

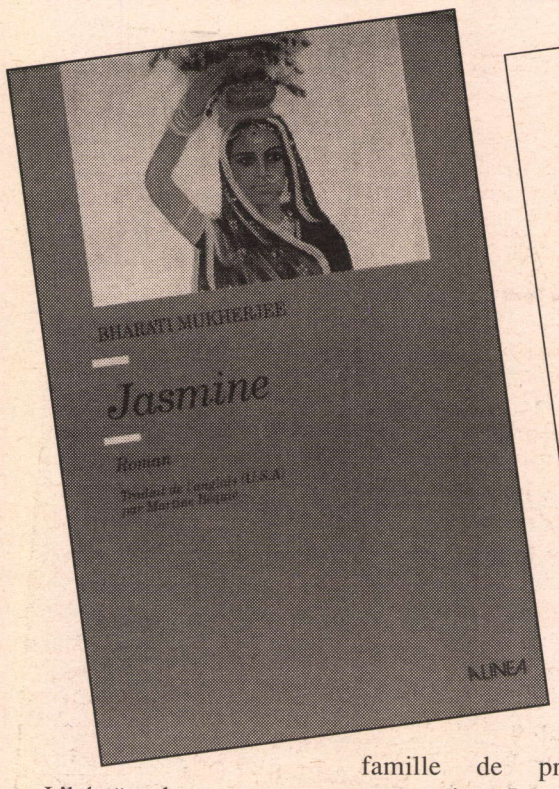
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Jasmine

de Bharati Mukherjee



L'héroïne de ce roman est née en Inde au milieu des années Soixante. Son itinéraire part de la campagne indienne où pèsent lourdement les rapports sociaux hérités du féodalisme. Il aboutit dans une autre campagne bien différente mais misérable aussi à sa façon : celle du Middle West américain où des fermiers endettés et désespérés balancent entre le suicide et l'assassinat du banquier du coin.

En naissant dans un village du Pendjab au sein d'une famille de propriétaires appauvris, Jasmine avait toutes les chances de ne connaître au cours de sa vie que l'esclavage domestique. Lorsqu'elle a treize ans, son père tente de la marier. Mais par le jeu des circonstances, de la compréhension de sa mère et de sa propre volonté, elle parvient à s'instruire et à vivre avec un homme qu'elle aime, après un mariage civil, sans invités et sans dot. Elle découvre le monde de la ville avec cet homme jeune, passionné d'électronique et de mathématiques, qui la respecte et qui aspire à la modernisation de l'Inde. Mais tourner le dos à la tradition, c'est aussi s'attirer la haine de tous les réactionnaires et notamment des terroristes sikhs.

Chaque épreuve vécue par Jasmine la propulse toujours plus loin et renforce son désir de liberté. Elle émigre aux Etats-Unis. Sur le sol de ce nouveau pays, elle se forge une nouvelle identité. Ce n'est pas qu'elle ait renoncé totalement aux croyances traditionnelles de la religion hindouiste, mais elle les accommode à sa façon.

Elle refuse de vivre en marge de la société américaine comme ces Indiens du quartier de Flushing à New York, repliés sur eux-mêmes et regardant chaque soir un mélodrame indien sur leur magnétoscope. Malgré les épreuves et les humiliations, elle refuse de se durcir et de se tourner vers son passé : *"S'enfermer dans la nostalgie, gainer son cœur d'un gilet pare-balles, c'était faire preuve de lâcheté"*.

C'est cet état d'esprit qui lui fait apprécier et tirer le meilleur parti de toutes les rencontres qu'elle fait. Peu de temps après son débarquement clandestin en Floride, une femme bonne et énergique lui apprend à avoir une démarche "d'Américaine" pour ne pas attirer l'attention des services (c'est-à-dire de la police) de l'immigration. A New York, l'amitié des gens pour lesquels elle travaille - des intellectuels aisés - est sincère. Dans l'Iowa, elle s'intègre à la vie d'une petite ville de fermiers frappés par la crise. Dans cette communauté de petite taille, les liens entre les gens sont très étroits, pour le meilleur et pour le pire.

Jasmine est un personnage attachant, qui avance dans la vie en gagnant en personnalité. Mais le roman n'est pas autobiographique, contrairement à ce que pourrait laisser croire le récit, écrit à la première personne. La romancière qui l'a écrit, elle-même originaire de l'Inde et vivant aux Etats-Unis, s'est certes inspirée en partie de son expérience personnelle pour écrire l'histoire de Jasmine. Mais, comme elle le précise dans une interview faite par *Libération*, elle vient d'une famille très aisée et paradoxalement a connu bien plus de problèmes en Amérique du Nord qu'en Inde.

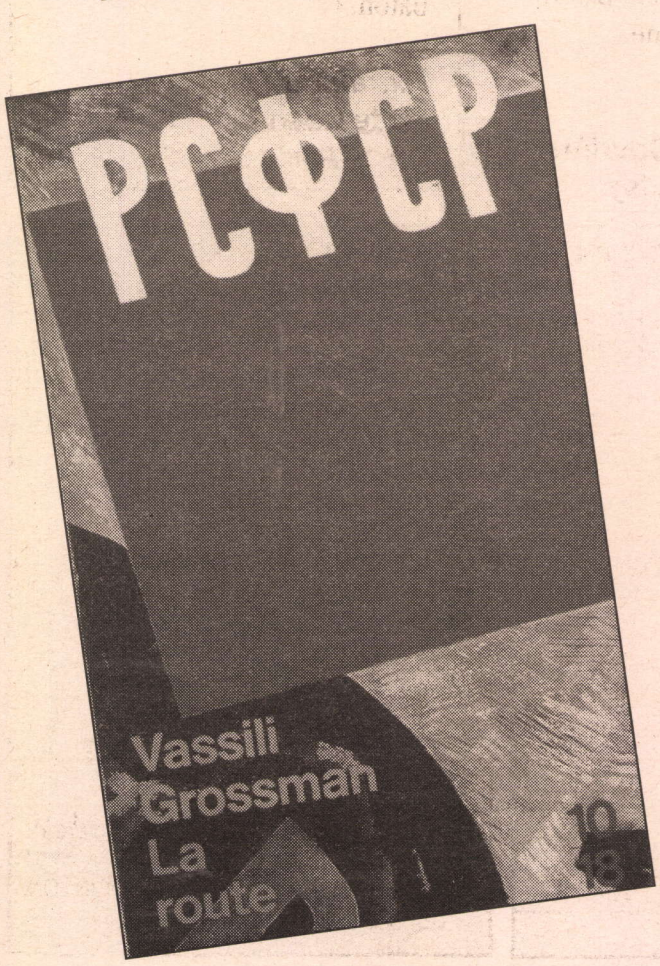
En tout cas, cette histoire qui emmène le lecteur d'Inde en Iowa en passant par la Floride et New York, lui faisant voir lieux, gens et situations par les yeux bienveillants et curieux d'une jeune femme sensible, est intéressant et émouvant.

Jean-Pierre CALVI

Jasmine, *de Bharati Mukherjee, Editions Alinéa, 129 FF.*

réédition en format de poche

La route de Vassili Grossman



Ce recueil de nouvelles de l'écrivain soviétique Vassili Grossman, mort en 1964, est une réédition en collection de poche.

Découvert et lancé par Gorki en 1934, Grossman est surtout connu en Occident pour son roman *Vie et destin*. On lui en avait confisqué le manuscrit en 1961 et l'écrivain ignora jusqu'à sa mort qu'il n'avait pas été détruit.

Les quatre premières nouvelles, écrites en 1934 et 1935, se situent au cours de la guerre civile en 1920 sur le front polonais. Le ton en est d'une grande sobriété. Ecrites en plein stalinisme, ces nouvelles ne contiennent aucun des poncifs du *"réalisme socialiste"*, en particulier aucun épisode d'un héroïsme convenu.

La nouvelle intitulée *Dans la ville de Berditchev* raconte comment une femme plus toute jeune, commissaire politique d'un bataillon de l'Armée Rouge, est forcée de quitter son bataillon les derniers jours de sa grossesse (cette nouvelle a inspiré le film *La commissaire*). En quelques pages, l'auteur parvient à rendre l'état d'esprit de la famille réquisitionnée pour accueillir la commissaire, une famille juive pauvre qui commence par bougonner parce que les bolcheviks ne l'ont pas logée chez plus riches qu'eux, mais dont tous les membres s'attendrissent à la pensée de l'enfant. Il parvient en même temps à montrer comment était vue la guerre civile dans cette bourgade en passe d'être envahie par "les Polonais" qui s'approchent, avec ce que cela signifie de dévastations, de pillages et de meurtres : *"Car la ville était déjà passée quatorze fois de mains en mains, occupée par les bandes de Petlioura, de Denikine, par les Bolcheviks, les Galiciens, les bandes de Tioutiounik et de Maroussia, par le neuvième régiment égaré "qui n'appartient à personne". Et, à chaque fois, c'était comme la fois précédente"*. Et l'auteur termine en montrant, en quelques lignes, comment la commissaire, après s'être attirée l'affection de la famille juive en s'attachant à son enfant, s'attire son respect en repartant au front.

Le printemps décrit les pensées de soldats soviétiques faits prisonniers par des gardes blancs et qui s'attendent à être fusillés.

Quatre journées est le récit tragi-comique des démêlés de trois communistes se cachant au sein d'une famille de petits bourgeois.

Les nouvelles écrites à partir de 1938 changent petit à petit de ton.

La nouvelle *La tête d'élan*, une des plus poignantes de ce recueil, n'a pas pu paraître à l'époque, tout simplement parce qu'un des personnages se passionne pour l'histoire des militants de La Volonté du Peuple dans les années 1870-1880. Or Staline avait confié à Jdanov en 1935 : *"Si nous donnons comme modèles à nos jeunes les hommes de La Volonté du Peuple, nous en ferons des terroristes"* !

Le récit intitulé *Le vieux professeur* évoque la vie d'une petite ville occupée par l'armée allemande en 1942 avec son cortège de trahisons, d'atrocités, mais aussi d'actes de générosité.

La route est la vision de la Deuxième Guerre mondiale, au travers des yeux d'un jeune mulet. C'est une parabole sur ce que peut ressentir un individu ou un peuple face à un mépris et à une oppression sans limite.

Les nouvelles de Grossman de ces années-là, confronté à l'inhumanité du stalinisme et du nazisme, sont devenues plus pessimistes. Mais ce qui le caractérise le mieux, c'est peut-être ce qu'il écrit dans une de ses nouvelles : *"L'indifférence est la grande ennemie de la vie"*. C'est ce qu'il cherchait à briser, en écrivant certaines de ces nouvelles, et c'est sans doute ce qui parvient à nous toucher.

J.-P. C.

La route, *de Vassili Grossman, Editions 10/18.*

Pétain, Touvier, Bousquet, Papon...

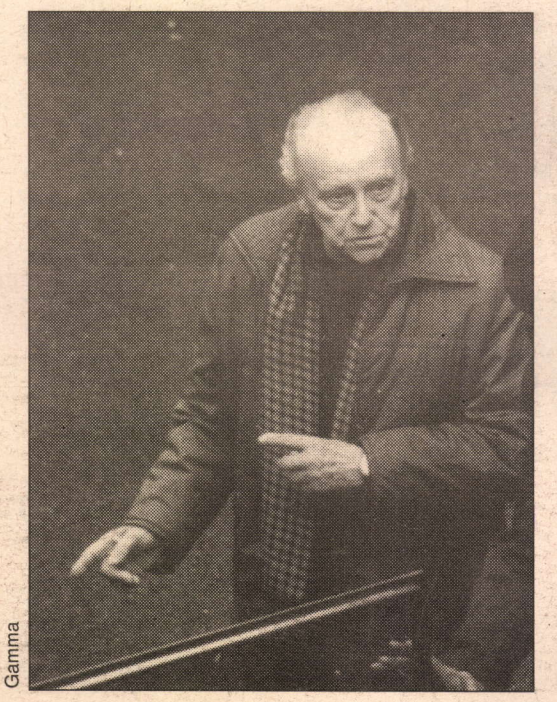
COMMENT FAIRE TENIR TRANQUILLES LES CADAVRES DE VICHY DANS LES PLACARDS DE LA RÉPUBLIQUE ?

Ces derniers temps, on voit surgir des "affaires" liées au régime de Vichy, provoquer des commentaires de la presse et, en tout cas, raviver des souvenirs tragiques.

Lorsque Mitterrand a fait fleurir la tombe de Pétain, comme il le fait chaque année, et comme l'ont fait avant lui les quatre précédents présidents de la République, son geste a fait scandale. On ne voit pas, disons-le en passant, pourquoi plus de scandale que pour ses prédécesseurs !

Mais certains dirigeants socialistes, et non des moindres, comme Jospin ou Fabius, ont regretté cet hommage à l'ex-maréchal... Le PS est déjà suffisamment en difficulté comme cela, quel besoin avait le président de hérisser, pour quelques fleurs, une partie de l'électorat !

Paul Touvier...



Gamma

... La tombe de Pétain fleurie, ici, par des partisans du maréchal.

Le Bot/Gamma

Touvier sera-t-il jugé ? Et pourquoi ?

Par ailleurs, la Cour de cassation a annulé partiellement le par trop scandaleux non-lieu dont avait bénéficié Touvier en avril dernier. Touvier, ancien chef de la milice sous Vichy, devrait donc un jour, peut-être, passer en Cour d'assise, non pour tous les crimes qu'il a commis ou supervisés, mais pour un crime soigneusement sélectionné, le seul pour lequel le non-lieu est annulé, celui de sept otages juifs exécutés en 1944.

La justice ne prend ainsi pas le risque de remuer trop de choses, puisque Touvier ayant agi, dans cette circonstance, sur les ordres d'un officier allemand, on comprend d'avance quel pourrait être le scénario : Touvier, s'il est condamné, le sera en tant que collaborateur des occupants allemands, ce qui sera une façon d'exonérer la responsabilité propre du régime de Vichy. A condition que Touvier soit jugé un jour, car depuis le temps que cette affaire traîne, on ne sait pas qui l'emportera : de la lenteur de la justice ou de la longévité de Touvier ?...

Vers une "Journée du Vel d'Hiv." ?

Dans le même temps, pour essayer de calmer l'électorat juif, Bérégovoy s'est rendu le 28 novembre, à l'invitation du CRIF, le Conseil représentatif des institutions juives de France, un organisme qui, soit dit en passant, n'est pas forcément représentatif des Juifs du pays car il n'est pas élu, et il représente surtout lui-même.

Bérégovoy a annoncé que Mitterrand allait répondre très vite au CRIF qui soutient la proposition de Le Garrec (PS) en faveur de la création d'une "journée du Vel d'Hiv" qui chaque 16 juillet, rappellerait le souvenir de la rafle de 1942. On ne sait pas encore ce que va décider Mitterrand, mais il n'est ni à une journée, ni à quelques fleurs près, si cela peut calmer des électeurs et glaner quelques voix.

Mais dans tout cela, on évite quand même, autant que possible, d'aborder le nœud du problème, c'est-à-dire la nature du régime de Vichy.

A ce sujet, il existe en France une vaste supercherie : le régime de Vichy serait une pure création des occupants allemands, et tous ses actes lui auraient été dictés par les Allemands. Bérégovoy devant le CRIF, a même parlé du *"régime illégal et illégitime de Vichy"*.

Continuité en 1940...

Or si on peut discuter autant qu'on veut de la "légitimité" (qu'est-ce qu'un régime légitime ?), en revanche ce qui est indiscutable c'est que le régime de Vichy était parfaitement légal. Pétain a reçu les pleins pouvoirs tout à fait légalement du Parlement français (celui du Front Populaire de 1936 puisqu'il n'y eut pas d'autres élections législatives entre 1936 et 1940). Et cela avant l'occupation allemande, et pas sous un quelconque diktat allemand. D'ailleurs le général de brigade De Gaulle a fait partie, durant une journée environ, du gouvernement Pétain, avant qu'il ne se décide à rompre avec le maréchal en gagnant l'Angleterre.

L'Etat français de Pétain s'est instauré dans la continuité républicaine. Ce fut une dictature qui prit la suite d'une démocratie très relative (laquelle avait déjà interdit le Parti Communiste et bien d'autres organisations politiques ou syndicales de gauche) mais cette dictature s'est exercée au moyen de l'appareil d'Etat de la République. Ce sont les mêmes fonctionnaires qui l'ont servi à tous les niveaux. Ceux de la base sans être responsables de ce que l'Etat faisait. Mais on ne peut en dire autant de ceux qui avaient des responsabilités ou étaient les instruments directs des actes du régime et de la répression (depuis le STO jusqu'au génocide).

Ce sont les policiers et gendarmes de la IIIe République, devenus ceux de l'Etat français, qui ont arrêté les Juifs au Vel d'Hiv et ailleurs. Ce sont les juges de la IIIe République, devenus ceux de Vichy, qui ont condamné les communistes, les résistants, les opposants, ou les malheureux qui tentaient de se ravitailler un peu auprès de leur famille en province tandis que les truands du marché noir prospéraient quasi légalement.

... Et en 1944

Et ce sont les mêmes, à part quelques individus les plus compromis qui ne se sont pas cachés suffisamment longtemps comme Touvier, ou n'ont pas trouvé le moyen de se faire blanchir à la "Libération", qui ont resservi après, sous la IVe République...

Rappelons cependant que cette continuité-là a commencé par un grand vide et qu'il n'aurait pas été possible, même à de Gaulle, de réutiliser le personnel de l'Etat de la IIIe République et de Pétain sans l'aide active du Parti Communiste Français à la "Libération".

La dictature de l'Etat français s'est exercée de la façon la plus horrible contre les Juifs qui ont été exterminés en grande partie, mais elle s'est exercée aussi sur l'ensemble des masses travailleuses du pays, condamnées à la misère, à la surexploitation, au profit d'abord du patronat français et, accessoirement, des occupants allemands.

Le sens de l'Etat

Cette vérité-là, Mitterrand la connaît bien (il fut haut fonctionnaire sous Vichy) comme bien d'autres hommes d'Etat avant lui.

Tout ceci explique les contorsions politico-judiciaires à propos de Vichy. Quand Mitterrand fleurit la tombe de Pétain, c'est, comme l'avaient fait avant lui De Gaulle, Pompidou et Giscard, par fidélité à la continuité de l'Etat (même s'il prétend honorer le prétendu vainqueur de Verdun). Si la justice a bien voulu juger Barbie, c'est parce qu'il était allemand. Et si elle finit un jour par s'occuper de Touvier, ce sera de façon à laisser autant que possible Vichy de côté. Et c'est pourquoi la justice est beaucoup moins pressée de faire passer Bousquet et Papon devant un tribunal, car eux étaient de hauts fonctionnaires français (de Pétain, de la IVe et de la Ve République, Papon s'étant illustré dans la répression contre les Algériens), ce qui est évidemment beaucoup plus gênant.

Mitterrand, Bérégovoy et les autres veulent bien flétrir autant qu'on voudra les crimes de Vichy, du moment qu'on laisse croire que Vichy était en quelque sorte une ville allemande.

Au fond, Mitterrand n'a jamais condamné le régime de Vichy – s'il le "couvre" c'est bien pour cela – pas plus qu'il n'a renié par exemple son passé de ministre à l'époque de la guerre d'Algérie.

Nos dirigeants sont solidaires des flics, des juges, des fonctionnaires, de l'appareil de l'Etat, même lorsque celui-ci montre son pire visage. C'est cela sans doute ce qu'on appelle des "hommes d'Etat".

André VICTOR

Lutte Ouvrière – Directeur de publication : Michel Rodinson – Commission paritaire n°64-995